

Dijon, le 13 décembre 2011

# Actes de conférence



## Action collective développement durable

Comment favoriser l'implication citoyenne  
et la **coopération entre acteurs**  
pour la réalisation d'objectifs partagés ?



Créateurs d'images / Tél. 03 20 39 52 62 - <http://toutautourcan.wordpress.com>



# Sommaire

---

## Sommaire

<b>Accueil</b>	<b>1</b>
Claude BERNAHRD	1
Directeur d'AgroSup Dijon	1
<b>Introduction de la journée</b>	<b>1</b>
Stéphane WOYNAROSKI	1
Conseiller régional, Président de la commission Environnement, développement durable et éco-responsabilité, Agriculture et forêt du Conseil régional de Bourgogne	1
Hugues DOLLAT	2
Directeur adjoint de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement	2
Jean-Patrick MASSON	3
Président d'Alterre Bourgogne	3
<b>CONFERENCES PLENIERES</b>	<b>4</b>
<b>Comment mobilier les acteurs pour dynamiser le développement durable ?</b>	<b>4</b>
Pierre GRISON	4
Administrateur de l'association 4D (Dossiers et Débats pour le Développement Durable)	4
Echanges avec la salle	9
<b>Développement durable, démocratie participative et démocratie représentative : les enjeux de l'incorporation des publics dans les espaces de discussion et de décision</b>	<b>11</b>
Jean-Paul BILLAUD	11
Directeur de recherche au CNRS, Laboratoire Dynamiques Sociales et Recomposition des Espaces	11
Echanges avec la salle	14
<b>Résilience et développement humain soutenable</b>	<b>16</b>
Patrick VIVERET	16
Écrivain, philosophe, ancien conseiller à la Cour des comptes	16
Echanges avec la salle	20
<b>TABLES RONDES</b>	<b>22</b>
<b>Les collectivités territoriales, moteurs de démocratie participative</b>	<b>22</b>
Table ronde 1	22
<b>Des projets en éducation au développement durable pour apprendre à agir ensemble</b>	<b>30</b>
Table ronde 2	30
<b>Des outils et des méthodes au service de l'organisation des citoyens</b>	<b>38</b>
Table ronde 3	38
<b>Les acteurs économiques investissent dans le collectif</b>	<b>43</b>
Table ronde 4	43
<b>Remerciements</b>	<b>50</b>
<b>Personnes inscrites</b>	<b>51</b>



# Accueil

---

## Claude BERNAHRD

*Directeur d'AgroSup Dijon*

C'est pour moi un honneur que d'accueillir cette journée dédiée à l'action collective et au développement durable. Le développement durable est au cœur de nos préoccupations. Nous avons une responsabilité dont nous sommes conscients. Je souhaite dire tout l'intérêt que représente pour AgroSup Dijon le fait que cet événement se déroule dans notre établissement. Le programme dont j'ai pris connaissance permettra de faire avancer la réflexion et nous mettre en ordre de marche pour appliquer les principes du développement durable dans l'action concrète.

Je vous souhaite une bonne journée.

## Introduction de la journée

---

## Stéphane WOYNAROSKI

*Conseiller régional, Président de la commission Environnement, développement durable et éco-responsabilité, Agriculture et forêt du Conseil régional de Bourgogne*

Bonjour à toutes et à tous. Je représente Madame Dominique Lapôte, Vice-présidente du Conseil régional de Bourgogne retenue par la session budgétaire. Je serai d'ailleurs moi-même contraint de retourner à mes obligations régionales.

C'est un très grand plaisir d'être ici à vos côtés et je remercie Alterre – et tout particulièrement son Président - pour son invitation. Depuis de nombreuses années, la région accompagne Alterre et Alterre vient nourrir les réflexions de la région par le biais d'une collaboration bénéfique pour les deux partenaires, recouvrant aussi bien l'observation de l'environnement que l'appui au territoire ou l'éducation au développement durable. Aujourd'hui même, une nouvelle convention partenariale entre Alterre et le Conseil régional sera soumise au vote de notre assemblée, poursuivant ainsi l'histoire de notre association.

C'est un grand plaisir pour moi d'introduire les travaux de cette journée sur le thème de l'action collective et du développement durable - vastes thèmes, vastes programmes, vastes ambitions.

Dans quelques jours, en 2012, nous célébrerons les 20 ans du sommet de Rio qui a consacré le terme de développement durable, lequel s'est imposé depuis comme un principe d'action à tous les niveaux, du local au plus global. Le terme fait parfois débat et certains lui préfèrent celui de développement soutenable ; je me garderai toutefois de trancher.

Le développement durable doit permettre aux générations actuelles de répondre à leurs besoins sans compromettre les capacités des générations futures à répondre aux leurs. Il s'agit donc de se préoccuper aujourd'hui de notre planète pour que d'autres puissent continuer à y vivre.

Les préoccupations environnementales sont quotidiennes et concernent tous les habitants de la planète, en particulier ceux ayant des modes de vie très énergivores, consommateurs de matières premières, d'espaces et producteurs de déchets. Le développement durable est une obligation de solidarité entre les peuples et entre les générations. Il doit se pratiquer ici et maintenant, au plus près des citoyens. La participation citoyenne passe tout d'abord par l'information et la pédagogie. Il faut faire prendre conscience, éduquer et partager les bonnes pratiques en matière d'économies énergétiques, de développement des énergies renouvelables, de gestion des déchets et de protection de la diversité.

La participation citoyenne passe aussi par le contrôle des processus de décisions par les citoyens. Les outils sont multiples et le Grenelle de l'environnement a donné un nouveau tournant en consacrant une gouvernance plus large en intégrant tous les acteurs de l'environnement aux instances de décisions nationales, régionales et locales.

Pour illustrer l'importance de cette gouvernance locale, je conclurai en évoquant un exemple régional récent, celui de la première réserve naturelle régionale (RNR) de Bourgogne, du Val Suzon, inaugurée le 25 novembre 2011. Les RNR sont des outils réglementaires permettant aux régions de répondre aux enjeux écologiques du territoire en privilégiant une gestion durable et concertée. Ainsi, un comité consultatif a été mis en place, rassemblant des acteurs locaux, des usagers de l'espace naturel et des élus du territoire, soit 50 personnes physiques ou morales chargées de débattre des choix en matière de protection du territoire et des grandes orientations de gestion de la réserve.

Le développement durable ne peut se faire que grâce à la participation de chacun et à l'engagement de tous. C'est ce que vous ferez aujourd'hui. Je vous souhaite une très bonne journée de réflexion et de travail et m'excuse d'avoir à vous quitter très rapidement.

## Hugues DOLLAT

*Directeur adjoint de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement*

« La meilleure façon de traiter les questions d'environnement est d'assurer la participation de tous les citoyens au niveau qui convient » ; cette phrase - extraite de la déclaration de Rio de 1992 - montre combien la participation collective des acteurs de la société est devenue indispensable pour construire l'action publique. 20 ans plus tard, l'organisation de cette journée montre que nous avons encore d'importants efforts à fournir pour atteindre cet objectif.

Le principe de participation des citoyens a été introduit dans le droit français par la loi du 2 février 1995 et par la charte de l'environnement de 2005 dont l'article 7 précise que « toute personne a le droit d'accéder aux informations relatives à l'environnement et à l'aménagement du territoire et de participer à l'élaboration des décisions publiques ayant une incidence sur l'environnement ». La stratégie nationale du développement durable renforce l'importance d'une appropriation collective des enjeux de développement durable. La profonde métamorphose de nos organisations et de nos modes de production doit impliquer tous les acteurs de la société.

Le niveau local constitue le bon niveau pour s'approprier les enjeux de développement durable par ceux qui partagent le même territoire. Il faut donc généraliser la participation aux instances locales et favoriser le dialogue entre les acteurs locaux pour définir les enjeux et les stratégies à mettre en œuvre. Cela nécessite de définir des principes de concertation, d'éduquer, de clarifier les modalités de prise de décision et mettre en place des outils et des méthodes pour rendre transparentes les décisions prises en matière d'action publique.

Acteurs majeurs du territoire, les entreprises et les structures socioprofessionnelles doivent devenir des acteurs engagés dans les démarches locales de développement durable. Le dialogue entre le monde économique et la sphère publique doit renforcer les compréhensions mutuelles. Il faut favoriser l'élaboration de projets porteurs d'emplois, écologiquement responsables et viables économiquement. Mais participer à l'action publique nécessite d'être informé en amont. C'est pourquoi dans le respect de la convention d'Aarhus, les pouvoirs publics détenteurs d'informations environnementales sont tenus de mettre en place des outils nécessaires à la connaissance des citoyens et à leur consultation.

Depuis de nombreuses années, le Ministère met en place des outils pour faciliter l'accès à ces données environnementales, tels que le portail « Tout sur l'environnement » ([www.toutsurenvironnement.fr](http://www.toutsurenvironnement.fr)), le portail Internet de la DREAL Bourgogne qui propose une base documentaire, des catalogues de données et des outils de cartographie dynamique ([www.bourgogne.developpement-durable.gouv.fr](http://www.bourgogne.developpement-durable.gouv.fr)), ou encore GéoBourgogne ([www.geobourgogne.fr](http://www.geobourgogne.fr)).

S'agissant de la participation des citoyens, l'article 246 de la loi Grenelle 2 relatif à la gouvernance a consolidé et élargi le champ d'action et les modalités de saisine de la commission nationale de débat

public renforçant l'information et la participation. Citons également la création du Conseil économique, social et environnemental et la mise en place d'un CESER en région, élargi au monde de l'environnement.

Comme pour les autres politiques, la participation doit être de plus en plus ancrée dans l'action locale et les collectivités ont déjà mis en place différents outils telles les chartes de démocratie locale, les conseils de quartier ou les conseils de développement durable. Il faut pouvoir travailler autrement, donner un rôle aux individus, apporter plus de transparence et nouer de véritables partenariats. En matière d'environnement et de développement durable, les démarches Agenda 21 ont vu leurs finalités et les principes de construction renforcés par le Grenelle. Elles passent par la co-construction d'un projet de territoire. C'est ainsi que certaines villes consultent et associent les citoyens à l'élaboration de leur plan d'actions à travers des forums, des ateliers thématiques ou des comités de pilotage. La participation citoyenne permet une prise de parole directe des citoyens. Je pense par exemple à la consultation mise en place par le Conseil régional dans l'élaboration du schéma régional climat-air-énergie. Ces formes d'expression nous obligent sans cesse à nous interroger pour construire de nouveaux dispositifs adaptés aux différentes situations. La DREAL, comme les autres partenaires publics, poursuivra son action en ce sens.

Enfin, le relais par les associations demeure essentiel pour ce travail. J'en profite pour saluer le travail d'Alterre et son initiative pour l'organisation de cette journée. Je vous souhaite un excellent colloque.

## Jean-Patrick MASSON

*Président d'Alterre Bourgogne*

Bonjour à toutes et à tous et merci aux intervenants précédents d'avoir donné des éléments de contexte, ainsi qu'à nos partenaires – régions, DREAL et Ademe. Je vais m'employer à vous expliquer en quelques mots l'origine de cette conférence.

Le thème choisi ne paraissait pas naturellement facile à traiter pour Alterre ni pour personne de manière générale. Il repose sur un constat, assez largement partagé, à savoir que depuis plusieurs décennies, nos sociétés et nos modes de gestion vont dans le sens de la prise en compte des intérêts particuliers, parfois de manière exacerbée. La conférence de Durban<sup>1</sup> constitue un bel exemple de gestion non collective des enjeux planétaires puisque les Etats se sont accordés sur le plus petit dénominateur commun et ont reporté la décision à 2015. Les organisations comme les individus, les Etats tout comme les entreprises font leurs choix de manière égocentrée. L'enjeu consiste à prendre cette logique à revers en partageant notamment les nombreux exemples d'actions relevant du collectif car fort heureusement, l'égoïsme n'est pas l'unique façon de penser et d'agir.

L'interpellation de Rio, la convention d'Aarhus, la mise en place de démarches plus concertées sont autant d'éléments qui vont dans le bon sens. La gouvernance ou le renoncement à la gouvernance constitue le cœur de la problématique. Lorsque les Etats choisissent de ne pas gouverner, ils choisissent l'individualisme et contribuent à la situation de crise écologique, sociale et économique dans laquelle nous sommes.

Alterre ne représente qu'un modeste maillon de ce que pourrait être demain une autre façon d'agir, à savoir le partenariat. Nous nous employons en effet, en interne comme en externe, à tisser une logique différente ; telle est notre plus-value pour la Bourgogne. Mais il nous reste à inventer la manière de favoriser les démarches collectives pour une meilleure prise en compte de l'intérêt général. J'espère que cette journée contribuera à apporter quelques réponses sur ce sujet. Je vous souhaite des débats riches et fructueux.

---

<sup>1</sup> 17ème conférence des parties de la Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique, novembre 2011 (Afrique du Sud)



# CONFERENCES PLENIERES

## Comment mobilier les acteurs pour dynamiser le développement durable ?

---

**Pierre GRISON**

*Administrateur de l'association 4D (Dossiers et Débats pour le Développement Durable)*

Nous allons aborder plus en détail les ressorts de l'action collective et les méthodes, et faire un état des lieux de la situation en France. Après un exposé introductif de ma part, Jean-Paul Billaud et Patrick Viveret interviendront à leur tour puis nous débattons ensemble de nos expériences respectives.

L'association 4D a été créée il y a près de 20 ans. Sa mission consiste à réfléchir aux expériences menées en France et à l'étranger en matière de développement durable pour en tirer des enseignements et mettre en forme des réflexions. Elle organise chaque année un atelier autour d'un thème spécifique. Cette année, nous avons choisi de traiter des expériences de démocratie locale dans les collectivités. Ces ateliers sont l'occasion d'échanges entre les parties prenantes locales et donnent lieu à des cahiers - accessibles sur notre site Internet ([www.association4d.org](http://www.association4d.org)).

J'introduirai le débat en vous faisant part de mon sentiment sur le déploiement du développement durable en France.

Nous vivons actuellement une crise importante dont je souhaite rappeler les éléments essentiels. Cette crise revêt trois volets.

- **Un volet économique et financier**

Tous les pays d'Europe sont en situation de crise financière et économique.

- **Un volet social**

Les inégalités sont très fortes et tendent à s'accroître, depuis 15 ans notamment ; le chômage augmente et le taux de précarité reste à un niveau élevé.

- **Un volet écologique**

Outre les catastrophes industrielles, les polluants sont omniprésents dans notre environnement et notre alimentation.

Le monde a connu d'autres crises par le passé, qu'elles soient économiques, sociales ou écologiques. En ce sens, la situation n'a donc rien de nouveau. Mais la conjonction de ces trois crises est en revanche particulière et son envergure mondiale est, pour la première fois, très fortement prononcée. Aujourd'hui, les pays sont fortement interdépendants, tant sur le plan économique que sur le plan social. Par ailleurs, pour la première fois, cette crise révèle les limites de la planète. Cette situation est flagrante dans le domaine de l'énergie mais également au regard des émissions de gaz à effet de serre.

Nous pouvons tirer deux conclusions importantes de cette situation pour notre action. Premièrement, la solution ne peut pas être individuelle, quelle que soit l'échelle de référence ; elle est forcément mondiale ce qui la rend complexe. Par le passé, les crises généraient des migrations. Mais aujourd'hui, la fuite en avant n'est plus possible. Il n'existe plus de nouvel Eldorado. En outre, nombre de problèmes transcendent les frontières - pollution, gaz à effet de serre. Il n'est donc pas possible de tenir le rôle du passager clandestin. La solution est collective, ce qui rejoint parfaitement le titre de la conférence de ce jour.



Secondement, ces crises sont simultanées et ne peuvent pas être résolues de manière séquentielle. Ainsi, et contrairement à l'attitude de nos dirigeants, vouloir se préoccuper de la seule crise économique ne peut nous mener à la solution. Beaucoup d'économistes le reconnaissent. Il ne s'agit pas seulement de remettre en ordre les circuits financiers ou de renouer avec la croissance. Il faut résoudre les trois crises ensemble, dans leur volet économique, social et écologique. La résolution simultanée de ces trois crises répond à la définition du développement durable. A cet égard, le titre de la conférence d'aujourd'hui me semble particulièrement bien choisi en ce sens qu'il recouvre précisément cette problématique.

La conférence mondiale de Rio remonte à près de 20 ans. La situation a-t-elle, depuis, véritablement évolué ? Non. Nous n'avons pas su éviter la crise et mon message peut à ce titre paraître peu novateur et relativement pessimiste. Je souhaite toutefois faire preuve d'un peu d'optimisme au regard de la situation actuelle. La prochaine conférence de Rio se tiendra en juin 2012 et un collectif s'est constitué depuis quelques mois en France pour réfléchir au bilan de ces 20 années et aux propositions qui pourront être formulées lors de cet événement. Plus d'une cinquantaine d'associations se sont rassemblées pour préparer ce sommet, dont les syndicats, des associations professionnelles, des associations actives dans le domaine de l'enseignement... Force est d'observer que tout le monde se retrouve autour de la thématique du développement durable, ce qui traduit, en soi, une évolution. Les individus sont de plus en plus nombreux à considérer que la solution se trouve dans la vision du développement durable.

Ce collectif exprime trois attentes principales dont chacune fait l'objet d'une vingtaine de propositions concrètes.

- **Un changement de paradigme**

Il s'agit de s'orienter vers des sociétés de partage fondées sur des principes de connaissance, de sobriété et de distribution équitable.

- **Revaloriser le rôle de la régulation**

Après des décennies axées sur la dérégulation des marchés et des économies, la nécessité de réguler à nouveau les trois volets du développement durable paraît indispensable.

- **L'avancée démocratique pour une gouvernance renforcée**

Seule une avancée démocratique permettra d'accompagner et d'ancrer durablement les changements économiques et technologiques dans les mentalités et les modes de vie. Il convient de remettre sur pied une véritable démocratie qui s'accompagne de modalités d'expression de toutes les composantes de la société.

Le collectif revendique également une gouvernance mondiale de solidarité et de responsabilité. Il ne s'agit plus de se donner bonne conscience en créant des agences sans pouvoir. Les institutions internationales doivent avoir un pouvoir juridique contraignant. La France réclame la création d'une agence de l'environnement. Les acteurs du développement durable ne s'y opposent pas mais appellent à ce que l'ensemble des agences mondiales soient intégrées et puissent imposer leurs positions. Ces ONG espèrent de fortes avancées. Force est également d'observer qu'un certain nombre de pays souhaite franchir une étape supplémentaire, ce qui est positif même si ce souhait n'est pas encore devenu réalité.

Par ailleurs, de nombreuses démarches Agenda 21 ont été déployées en France, ce qui constitue un élément positif. D'autres dispositifs participent du déploiement d'un développement durable tels que les plans climat. S'y ajoutent 121 Agendas 21 scolaires, ce qui mérite d'être souligné en ce sens que ce dispositif forme les dirigeants et responsables d'entreprise de demain. En région Bourgogne, 23 démarches territoriales sont en cours ou en préparation, ainsi que 14 agendas 21 scolaires. Le mouvement est donc lancé.

Les démarches d'éco-quartier ont également connu un essor important. Certaines n'utilisent l'étiquette qu'à des fins électorales tandis que d'autres traduisent de véritables démarches de concertation avec les habitants. Nous reviendrons sur ce point dans les ateliers de cet après-midi. Ces démarches consistent à associer les habitants à des rénovations ou à des créations de quartier. Les aspects sociaux et énergétiques y sont traités, par le biais de l'installation de commerces de proximité

ou de création de points de rencontre aléatoires, ce qui est primordial pour la cohésion sociale. Ces éco-quartiers doivent par ailleurs s'ancrer dans l'histoire et le territoire de la ville.

Quels enseignements tirer de ces différentes expériences ?

Premièrement, le territoire est le moteur du changement. Le changement ne partira pas d'en haut. Le territoire permet d'expérimenter le développement durable parce qu'il est le premier lieu de confrontation entre l'individu et la collectivité organisée, parce qu'il est en prise directe avec les aspects économiques, sociaux et écologiques. Les décideurs nationaux ne voient pas immédiatement les conséquences de leurs décisions, à l'inverse des décideurs locaux. Enfin, le territoire oblige à une responsabilisation pour opérer des choix face à la complexité du territoire ; toute action est synonyme de risque, qu'il soit écologique, économique ou social et il appartient à la collectivité de déterminer le niveau de risque qu'elle accepte de prendre.

Deuxièmement, le processus participatif est source de durabilité. Il implique l'ensemble des parties prenantes du développement d'un territoire – citoyens, entreprises, institutions. Il s'agit d'un travail d'appropriation collectif permettant de trouver un horizon commun et mobilisateur, c'est-à-dire un objectif commun et des valeurs communes. A titre d'exemple, la région Pays-de-la-Loire a organisé une consultation auprès de 2 000 habitants pour les interroger sur leurs principales préoccupations dans leur vie. Les modalités de recueil ont été très diverses. Trois thèmes sont ainsi ressortis comme importants pour la construction de la société :

- le lien social, le respect et la fraternité ;
- le bonheur et la qualité de vie au quotidien ;
- les droits et libertés, les valeurs, l'éducation.

## Ce qui compte le plus

### 3. Les droits et libertés, les valeurs, l'éducation

Liberté, choix, autonomie	113
Education, école, apprentissage	109
Valeurs, sens, morale	100
Droit, égalité, justice	87

Conscience, esprit critique	78
Politique, démocratie	61
Protection sociale, acquis sociaux	54
Confiance en l'avenir, espoir, optimisme	47

Développement économique	59
Identité, histoire, tradition	28
Industrie, production	25
Innovation, recherche, créativité	21

### 2. Le bonheur et la qualité de vie au quotidien

Bonheur, épanouissement, bien-être	134
Qualité de vie, rythme de vie	109
Santé, accès aux soins	95
Solidarité, partage, entraide	88
Revenu, salaire, pouvoir d'achat	64
Logement, habitat, cadre de vie	61
Qualité de l'alimentation	41
Transports, mobilité	31

### 1. Le liens social, le respect et la fraternité

Travail, emploi	175
Humanité, respect, fraternité	156
Enfants, famille	147
Environnement, nature, biodiversité	140
Lien social, relation, convivialité	138
Amour, amitié	72

44

## Ce que nous voulons transmettre

### 3. Se former et se cultiver, connaître son passé...

Diversité, tolérance, ouverture	107
Conscience, esprit critique	77
Culture, art	73
Identité, histoire, tradition	70
Patrimoine, architecture, artisanat	45
Formation, métier, savoir-faire	35

### 2. Education, santé, paix - qualité de vie - liens affectifs

Bonheur, épanouissement, bien-être	128
Citoyenneté, engagement, responsabilité	117
Solidarité, partage, entraide	114
Enfants, famille	104
Confiance en l'avenir, espoir, optimisme	74
Lien social, relation, convivialité	74
Droit, égalité, justice	73

Education, école, apprentissage	72
Santé, accès aux soins	32
Paix, Europe	24
Développement économique	24

Qualité de vie, rythme de vie	69
Revenu, salaire, pouvoir d'achat	38
Logement, habitat, cadre de vie	25
Loisirs, sports	23

Amour, amitié	60
Communication, échange	41
Lien intergénérationnel	38

### 1. Respect, nature et travail

Humanité, respect, fraternité	234
Valeurs, sens, morale	216
Environnement, nature, biodiversité	188
Travail, emploi	128

46

Source : Association 4D

Les personnes ont également été interrogées sur ce qu'elles souhaitaient transmettre. Sont ainsi ressortis, en premier lieu, le respect, la nature et le travail. Cette nouvelle mise en avant du travail pose d'ailleurs question quant à son organisation actuelle. Les individus veulent retrouver le volet enrichissant du travail et les entreprises doivent s'interroger sur la manière d'y parvenir. L'éducation, la santé, la paix, la qualité de vie et les liens affectifs sont ressortis en deuxième lieu. Les individus attendent de la ville qu'elle crée du lien. Enfin, la formation, la culture ou encore la connaissance du passé sont également cités. L'ensemble de ces éléments sont de nature à modifier les politiques. De la même manière, 7 000 personnes ont été interrogées en Seine-Saint-Denis, faisant émerger deux problématiques : l'éducation et la sécurité. Un certain nombre de maires ont donc décidé de développer la formation à la sécurité dans les écoles et des efforts importants ont été déployés autour de la gestion des conflits, de la médiation, etc.

Ces expériences prouvent l'importance de solliciter le point de vue des individus et de les mobiliser ensuite autour des thèmes qu'ils souhaitent voir développer.

Troisièmement, l'innovation et l'expérimentation sont indispensables. Aujourd'hui, au-delà du respect des normes, l'enjeu consiste à créer de nouvelles choses, ce qui est à la fois difficile et passionnant. Je remercie d'ailleurs la DREAL d'avoir pris ce virage. La DREAL est devenue une source d'informations et d'innovations ; son rôle ne se cantonne pas au contrôle. Il faut prendre conscience d'une chose : il faut aujourd'hui construire avec les règles issues d'un nouveau paradigme, mais au regard du monde actuel. Un entrepreneur ou un élu est jugé sur un certain nombre de critères de réussite économique alors qu'il doit répondre à de nouveaux enjeux que sont ceux du développement durable. L'innovation et l'expérimentation sont, à ce titre, importantes. Par ailleurs, une diversité discutée et débattue engendre une co-construction porteuse d'un avenir nouveau. L'individu devient acteur à part entière et peut apporter des idées nouvelles. Il faut avoir conscience du fait que les expertises locales peuvent parfois s'avérer très concrètes. Enfin, l'innovation est souvent l'expression des richesses de l'histoire locale.

Quatrièmement, cette démarche de co-construction locale est un processus auto-dynamisant en ce sens que démarrer sur un petit projet permet ensuite de déteindre sur d'autres et sur l'ensemble de la collectivité. Il s'agit également d'un processus apprenant. Le développement durable ne propose pas de recette miracle. Il ressort d'une enquête 4D que les apports de la concertation résident précisément dans l'enrichissement, le partage, la mobilisation...

Pour autant, et en cinquième point, le processus n'est pas exempt de difficultés. Une réelle participation est un processus long et complexe, demandant une diversité d'approches et nécessitant beaucoup d'énergie. Toucher des personnes très différentes nécessite de trouver des modalités différentes de recueil de l'information : on n'approche pas les jeunes de la même manière que des SDF, les personnes migrantes ou les mères dans les cités. Le projet final peut s'avérer très différent du projet initial, ce qu'il faut pouvoir accepter. La concertation comprend également le risque de décevoir les individus, ce qui nécessite de pouvoir expliquer les éventuels refus aux auteurs d'une proposition. Par ailleurs, la construction du développement durable est un mélange de temps longs – celui de la co-construction – et de temps courts – celui de la satisfaction des citoyens mobilisés ; gérer les deux peut s'avérer épuisant. Il faut à la fois laisser le temps au débat mais aussi savoir respecter des échéances fixées afin d'éviter l'enlisement.

L'action collective augmente la dimension de la personne, ce qui constitue un point très important. Le développement durable est un combat qui remet la personne au centre du développement, en ce sens qu'il la place au centre d'une collectivité en tant qu'acteur de cette collectivité. Cela nécessite, pour l'individu, une dimension relationnelle élargie, impliquant formation, apprentissage, responsabilisation, écoute mutuelle et solidarité – autant d'éléments qui n'ont pas forcément été cultivés dans les vingt dernières années. Dans le développement durable, la personne devient un acteur à part entière qui décide, innove et prend des risques, à l'image d'un artisan.

## Echanges avec la salle

**Roland GAUTHIER, représentant de l'Union Régionale des Associations Familiales de Bourgogne**

Je suis tout à fait d'accord avec vous mais dans quel monde vivez-vous ? Qui a le pouvoir aujourd'hui ? Nous sommes dans une guerre économique épouvantable que les détenteurs du pouvoir ne remettent pas en cause. Quant aux citoyens de la base, force est d'observer qu'ils veulent simplement vivre tranquilles. Ils ne se remettent pas en cause et vont jusqu'à accepter l'inacceptable. J'aimerais que les choses se passent comme vous le décrivez.

**Pierre GRISON**

Loin de moi l'idée que nous soyons dans un monde parfait mais je ne suis pas aussi pessimiste que vous. Des expériences sont à l'œuvre ici et là, y compris dans les entreprises, y compris dans des banques coopératives même si elles ne constituent pas le premier lieu du développement durable.

Les entreprises ne sont pas toujours conduites par des individus obnubilés par le profit. Le patron qui ne veut le profit que pour le profit et non pour faire fonctionner l'Entreprise est comme un élu qui ne pense qu'à sa réélection et qui n'agit qu'à cette fin, par démagogie. S'il y a des excès partout, certaines entreprises font véritablement des efforts. Et la situation n'évoluera pas par le fait de normes. La norme ISO 26000 qui définit la responsabilité sociétale constitue certes une avancée mais elle ne révolutionnera pas les entreprises du jour au lendemain. Le changement viendra des liens que celles-ci nouent avec les territoires, qui eux-mêmes évoluent.

**Manuella BELLOUARD, DREAL de Bourgogne**

Une action forte et un changement de paradigme pourront-ils se dispenser du vecteur média, qui ne semble pas s'emparer de la problématique ?

**Pierre GRISON**

Non, nous ne pouvons pas nous passer des médias. La révolution des médias et de l'information constitue d'ailleurs une des caractéristiques de la crise actuelle. Je n'y ai pas fait référence car je suis un peu dépassé et que je ne sais quelle conclusion tirer. Mais les nouveaux moyens de communication serviront indéniablement à la diffusion des changements. C'est sans doute à vous qui êtes plus jeunes de trouver une nouvelle manière de les utiliser pour maintenir la dynamique. Il est toutefois clair que les grandes chaînes de télévision disposent d'armes toutes autres que vous et moi. Mais là aussi, les choses changent. Et là encore, il faut s'y mettre. Le « Printemps arabe »<sup>2</sup> en est une illustration.

**Catherine HERVIEU, Vice-présidente à la Communauté d'Agglomération du Grand Dijon**

Vous avez parlé des crises dont la résolution s'inscrira sur une période longue malgré les urgences, ce qui est tout à fait paradoxal. Vous n'évoquez pas non plus les conflits issus de ces crises à l'échelle internationale, notamment pour l'accès aux ressources naturelles.

Il me semble par ailleurs qu'en matière de développement durable, la France devrait commencer par s'occuper de ses problèmes propres. La question du nucléaire touche à la fois les aspects environnementaux, sociaux, économiques et démocratiques. La filière s'est en effet développée en dehors de tout processus démocratique. Ce choix économique, fait à une certaine époque, se révèle aujourd'hui être une impasse. D'un point de vue social, force est de constater que les travailleurs précaires et les populations environnantes des installations se retrouvent un peu pris en otage. Enfin, la question des déchets n'est pas réglée.

---

<sup>2</sup> Ensemble de manifestations qui ont commencé à partir de décembre 2010 dans plusieurs pays du monde arabe en réponse à un besoin de démocratie. Les technologies modernes de communication ont joué un rôle important dans le déroulement des événements.

Vous avez par ailleurs parlé des questions d'arbitrage, de co-construction et de processus longs sans faire référence aux aspects institutionnels. Si les territoires constituent les bons niveaux de leviers, je rappelle que la réforme des collectivités territoriales à l'œuvre détruit la décentralisation qui avait pourtant fait ses preuves. Les citoyens doivent se saisir de ce problème.

**Pierre GRISON**

Je partage vos interrogations et une bonne partie de vos réponses. Vous êtes cernée par la difficulté consistant à gérer à la fois le temps court et le temps long. La crise s'inscrit dans un temps court. Et il faut parfois savoir éteindre l'incendie avant de s'intéresser aux causes.

Concernant le nucléaire, un certain nombre de partis réclament un débat sur l'énergie. Or nous venons d'assister à la conclusion d'un accord dans le cadre duquel les deux partis concernés ont fixé le nombre de tranches nucléaires ou encore le type de combustible employé alors qu'ils réclament eux-mêmes un débat sur l'énergie. Mais que restera-t-il à décider ? Ce n'est clairement pas ce que nous voulons. Nous voulons construire une société dans laquelle nous maîtrisons l'énergie globalement.



# Développement durable, démocratie participative et démocratie représentative : les enjeux de l'incorporation des publics dans les espaces de discussion et de décision

---

Jean-Paul BILLAUD

*Directeur de recherche au CNRS, Laboratoire Dynamiques Sociales et Recomposition des Espaces*

Je souhaite aborder avec vous les problèmes que pose la démocratie participative par rapport à la démocratie représentative.

Dans l'esprit du colloque, la question pourrait être posée de la manière suivante : la démocratie participative est-elle le moyen de gouvernement du développement durable ? Si oui, l'est-elle au détriment ou en prolongement de la démocratie représentative ?

Pour vous donner des éléments de réflexion sur ce sujet, je propose de rendre compte des débats à l'œuvre dans les milieux de la recherche sur la démocratie participative. Vous pourrez alors constater que cette notion revêt une réalité multiforme et difficile à cerner. Dans un second temps, je ferai appel à deux expériences de recherche correspondant à des moments de délibération participative auxquelles j'ai été mêlé en tant que chercheur afin d'examiner la figure de l'élu au sens large – symbole de la démocratie représentative mais dont la situation se révèle être assez contrastée. Dans un troisième temps, je ferai une proposition de l'enjeu qu'il y a à penser l'articulation entre démocratie participative et démocratie représentative au travers de la fonction de médiation et d'intermédiation qui me paraît centrale dans les politiques.

Au préalable, je souhaite justifier ma présence parmi vous. Il se trouve que j'ai été invité en tant que corédacteur en chef de la revue *Nature, sciences et société (NSS)* – qui constitue l'un des supports de réflexion sur le développement durable, mais également en tant que sociologue, pour traiter de l'action collective par rapport à la question de l'incorporation des publics dans ces espaces. Signalons d'ailleurs que la revue *Participations*, créée cette année, traite précisément de la question de la démocratie participative. Toutefois, la référence à NSS n'est pas anodine puisque l'un des problèmes que je vais poser a été formulé dans des situations dans lesquelles se jouaient des rapports entre nature, sciences et société. Or une des grandes questions que pose le développement durable est celle de l'articulation des sciences et des techniques à l'ordre démocratique.

## 1) La démocratie participative

Les animateurs de la revue *Participations* considèrent qu'en s'intéressant à la démocratie participative, on entre dans une bibliothèque séparée, ce qui signifie que les références et les concepts sont considérablement éclatés.

Historiquement, la notion de participation a pris son essor en France autour des questions d'urbanisme dans les années 60 mais le tournant délibératif (ou participatif) apparaît nettement dans les années 90, après une décennie durant laquelle il est très peu question de participation dans les milieux politiques ou de recherche. En la matière, les Anglo-Saxons nous ont largement devancés.

Cette notion de participation renvoie à différents termes que sont la concertation, la négociation, la démocratie, la citoyenneté ou encore la gouvernance ; elle en est le dénominateur commun. Elle renvoie également à des jurys de citoyens, des conseils de quartier ou des conférences de consensus. Le terme est donc associé à une réalité multiforme.



Les enthousiasmes et les doutes quant à cette notion sont partagés aussi bien par les chercheurs que par les acteurs qui y participent. Nous partageons tous l'idéal d'une coproduction généralisée de ce qui pourrait faire le bien commun mais cet idéal se heurte à des asymétries de pouvoir ou d'information. Cet idéal suppose une plus grande maîtrise collective de problèmes qui nous échappent et que l'on voudrait domestiquer, c'est-à-dire que l'on voudrait rendre vivables. Ces enjeux de démocratie participative peuvent faire l'objet d'une lecture moins naïve. Certains y voient une forme de construction de l'acceptabilité sociale, sinon une ruse des pouvoirs institués.

En s'intéressant aux questions de démocratie participative, les chercheurs expérimentent d'autres formes d'exercice de leur métier. Ceux-ci sont très souvent engagés dans ces processus participatifs, pas seulement pour en faire des lieux d'observation. Et ils ont souvent le sentiment que lors de ces moments d'actions collectives, les publics réunis n'ont qu'une autonomie bien relative. Ils craignent une routinisation de cette action participative, au sens où l'un de ses enjeux serait de créer l'acceptabilité sociale, de gérer les conflits ou de mener une entreprise de pacification continue. Ils sont en outre perplexes par rapport aux véritables rapports de force et de pouvoir qui restent déterminants au moment de la décision et confortent le plus souvent des positions acquises.

D'après Pierre Rosanvallon<sup>3</sup>, l'idée de la participation trouve ses racines jusque dans la révolution française. Elle est inséparable de l'idée de communauté, elle-même attachée à l'époque à la société des égaux. Ce qui fait le citoyen sous la révolution, ce n'est pas le fait d'être électeur mais le fait d'appartenir à une communauté, d'en être un participant. La citoyenneté s'est construite contre « l'impatience des inégalités » et renvoie donc la participation collective à une communauté d'habitants. De ce point de vue-là, elle est très éloignée de la problématique actuelle des droits et des devoirs attachés à l'exercice de la citoyenneté. Sa signification originelle renvoie à la revendication première d'être un parmi d'autres. Or être un parmi d'autres dans les situations de démocratie participative relève de l'utopie. Et cette utopie peut être fatale à la démocratie si l'on n'analyse pas toutes les contradictions qui traversent les situations où la participation du citoyen est au cœur du processus politique et est censée devenir un mode de gouvernement. Les acteurs ne sont pas égaux. Participer nécessite du temps et représente un coût. Participer nécessite des compétences, en particulier celle de l'aisance à prendre la parole en public.

Par ailleurs, les historiens des sciences et techniques rappellent que l'émergence de la science moderne à partir des 17<sup>ème</sup> et 18<sup>ème</sup> siècles a coïncidé avec l'émergence de régimes représentatifs. Ce double mouvement a façonné notre espace démocratique et la manière dont nous le mettons en œuvre. Cette science nouvelle s'est posée comme en dehors du débat public. Cette distinction entre l'ordre démocratique et l'ordre des savoirs scientifiques n'est plus vraiment à l'ordre du jour. Elle fait l'objet de nombreuses critiques depuis près de 40 ans et les crises successives, en particulier environnementales, ont interpellé cette prétention des sciences à s'affranchir du politique et à construire une vérité absolue.

Le tournant participatif qui s'accomplit dans les années 90 s'inscrit dans ce contexte de réagencement entre l'ordre des sciences et l'ordre démocratique. Il en est l'expression. Il a sa place dans ce que certains ont appelé une démocratie technique, c'est-à-dire un exercice démocratique mettant en discussion nos rapports multiformes aux objets qui nous entourent et avec lesquels nous composons sans cesse pour faire société. Cette discussion pose donc la question de la participation des publics à la définition et à la résolution des enjeux techniques et scientifiques et du rapport de ce public aux formes du savoir.

Les chercheurs ont déduit de leurs travaux des modes d'articulation entre sciences et société, au rang desquels le modèle de l'instruction publique (caractérisée par une division entre sciences et citoyens), le modèle du débat public autour d'experts et le modèle de la coproduction des savoirs marqué par un décentrement vers les non-spécialistes dotés de compétences cognitives et sociales profanes (exemple des groupes de malades atteints du sida). Les cas de coproduction restent toutefois exceptionnels et très difficiles à mettre en œuvre. L'enjeu sur le plan démocratique n'est pas tant de

---

<sup>3</sup> Historien français contemporain dont les travaux portent sur l'histoire de la démocratie

régler la question des savoirs et faire que de se centrer sur la question des procédures, en organisant les débats avec tous les publics concernés et en veillant aux enjeux centraux de la représentativité et de l'accès à la parole. En un mot, on a fait du fait participatif l'Alpha et l'Omega de l'exercice démocratique confronté aux sciences et aux techniques. Loin de moi l'idée d'infirmer que les procédures de cadrage et d'organisation des instances de débat éloignent du véritable enjeu démocratique qui consiste alors à décrypter le rapport à des techniques qui structurent nos activités et nos pratiques sociales. Mais limiter la réflexion à l'enjeu dialogique<sup>4</sup> peut être un leurre du point de vue de la capacité des acteurs participants à véritablement « faire ou défaire les mondes » car les mondes ne sont pas contenus dans ces situations d'interaction qu'offre la démarche participative. Ces mondes relèvent de configurations socio-territoriales et de séquences d'actions qui dépassent largement les moments de participation.

Pour que la démarche participative soit un véritable instrument de gouvernement – c'est-à-dire pour qu'elle permette d'affronter les crises et les défis que génère l'expérience de la finitude du monde - il faut en combattre les dérives, c'est-à-dire éviter qu'elle ne soit que le lieu de légitimation de pouvoirs en place ou le lieu de conquête de pouvoirs. Il faut veiller à ce que la technologisation croissante des choix démocratiques ne mette pas en cause la démocratisation des choix techniques. Il est surtout nécessaire de ne pas cantonner l'exercice démocratique dans la logique du procédural et du dialogique mais de le penser dans la multiplicité de ses formes et de ses contradictions en relation avec l'exercice démocratique hérité de la révolution, c'est-à-dire la démocratie représentative. A mon sens, la démocratie participative ne constitue pas un dépassement sinon une substitution à la démocratie représentative. Mais je souhaite que l'on tienne compte de la nécessité de cette démocratie participative pour repenser la place des élus et de la démocratie représentative dans la construction de nos choix démocratiques.

## II) Etudes de cas

Des études de cas m'ont permis d'observer le comportement des élus dans des scènes d'interactions, notamment dans le cadre de la grille environnement et de l'élaboration de contrats Natura 2000. Il m'est apparu que la situation des élus était très contrastée selon les cas : très peu à l'aise dans la grille environnement et au contraire très à l'aise dans les contrats Natura 2000. L'observation a par ailleurs permis de confirmer le hiatus entre une démocratie dite représentative et les enjeux de la construction d'une démocratie technique.

A mon sens, l'enjeu pour les élus consiste à investir les fonctions de médiation dans un processus de coproduction des savoirs. On sait en effet l'importance, dans les scènes techniques de discussions participatives, des passeurs, c'est-à-dire de ceux qui peuvent opérer des traductions, jeter des ponts entre les différents mondes qui s'expriment. Ce faisant, les élus retrouveront une sorte d'espace et donc une légitimité politique.

En conclusion, j'évoquerai trois points. Dans les sociétés paysannes, l'espace agricole était un espace technique totalement socialisé par le biais de l'appartenance des groupes sociaux à une communauté locale. La transformation radicale des espaces agricoles et ruraux a bouleversé les modes de gestion démocratique et l'on voit dans le même temps émerger des scènes de débats basés sur la participation des citoyens, qui sont le symptôme de cette transformation des sociétés rurales. Les arrangements qu'elle produit ne sont plus – comme ceux prévalant dans les sociétés paysannes – un élément nécessairement fondateur d'un lien social au sein d'un groupe d'appartenance. L'émergence de ces lieux de débats qui dessinent de nouveaux collectifs pose de mon point de vue la question de leur agencement avec les cadres d'interactions traditionnels dont la démocratie représentative est l'expression dans l'ordre démocratique. Les liens entre les interactions fonctionnelles propres à la démocratie participative et l'aspiration à vivre ensemble ne vont pas de soi. Quelle place leur accorder dans ce que les sociologues ruraux ont jusqu'ici qualifié de « société rurale » ? La territorialité construite par le traitement d'un problème d'environnement n'est pas celle produite par les

---

<sup>4</sup> Qui a la forme du dialogue

multi-appartenances des individus, dont l'espace de la collectivité locale reste malgré tout le cadre territorial de référence. Les agriculteurs par exemple ne peuvent plus traiter la question de leur rapport à la nature de façon implicite. Il faut donc étudier les interactions dans ces scènes mais également analyser les interactions entre ces scènes de la démocratie participative et les lieux qui font société. Or cette question n'est pas encore résolue.

## Echanges avec la salle

### **Thierry GROSJEAN, Confédération des associations de protection de l'environnement et de la nature**

Je suis, dans les grandes lignes, d'accord avec vos propos, notamment ceux concernant les asymétries de pouvoir. Les outils aujourd'hui à la disposition des associations ne permettent pas de pallier ces asymétries. L'échec du Grenelle de l'environnement en est une illustration. Le monde associatif y a renforcé une partie de ses pouvoirs mais y a perdu ses relations avec un plus grand public.

Quant au tournant environnemental que vous avez évoqué, il me semble que cette expression est une hypocrisie dont nombre de nos élus se gargarisent espérant ainsi que les individus se contentent d'un affichage de façade. Force est de constater qu'en France, ceux-ci sont prêts à s'asseoir sur les lois environnementales lorsqu'ils le jugent nécessaire, alors que nous sommes dans un état démocratique. Si les lois étaient respectées, les associations n'auraient presque plus de raison d'être. Par ailleurs et de mon point de vue, la concertation est un luxe que nous devons défendre.

Enfin, nous ne pouvons pas nous contenter des institutions telles qu'elles existent. Nous devons dépasser nombre d'entre elles pour parvenir à une véritable gouvernance mondiale qui nous permette d'opérer de vrais changements.

### **Laurent BOITEUX, association AJENA**

Je crois beaucoup à la démocratie mais nous devons aller beaucoup plus loin et changer de paradigme pour en faire une réalité. Sur le terrain, je suis de plus en plus gêné d'entendre que l'humain doit être au centre des préoccupations ; il me semble que c'est davantage le projet humain qui doit être au centre.

Par ailleurs, le terme de concertation ne renvoie pas à l'écoute mais à la négociation. Or la négociation constitue un élément très important du projet humain, source d'enthousiasme et de construction. Elle suppose toutefois des forces équilibrées. Elle sous-entend également que certains éléments sont négociables quand d'autres ne le sont pas. Il serait peut-être nécessaire d'écrire des règles sociales avant d'engager une concertation.

Quelles sont les responsabilités des acteurs qui s'engagent dans une négociation ?

Pour reprendre les propos d'Edgar Morin, « *une société ne peut progresser en complexité que si elle progresse en solidarité* », quelles actions pédagogiques mener aujourd'hui pour permettre aux individus de comprendre ce terme de « complexité » ?

### **Jean-Paul BILLAUD**

Tout d'abord, la vigilance par rapport à ce qui se passe est un facteur d'engagement. Il faut intellectuellement être très exigeant de ce point de vue-là. A titre d'exemple, la directive cadre sur l'eau va dans le sens de la territorialisation des problématiques mais sa mise en œuvre se traduit par une sorte de recul de l'exercice démocratique. Mon intervention visait à identifier les principaux points chauds de cette vigilance, et en particulier le point d'articulation entre ces scènes et la démocratie représentative.

Quant à la notion de responsabilité dans la concertation, j'ai constaté qu'elle incombait bien souvent à l' élu local, ce qui justifie d'autant plus que celui-ci bénéficie d'un statut particulier dans ces

scènes de participation. Or bien souvent, les situations de débats collectifs repoussent la question de la responsabilité.

A mon sens, les enjeux sont clairs. Ils tiennent à la responsabilité, au contrôle et à la durabilité de ces scènes participatives.

**Isabelle BARNIER, Consultante**

Je souhaitais revenir sur le modèle de coproduction des savoirs et sur le niveau d'expertise des individus chargés de prendre des décisions sur des problèmes qui les touchent mais dont ils ne maîtrisent pas forcément les tenants et les aboutissants. Sur ce sujet, un point évoqué lors du premier exposé m'a particulièrement gênée, à savoir celui du « territoire moteur » dans les problématiques économiques, sociales et environnementales. Il manque en effet une dimension importante qui est l'interrogation du territoire sur les conséquences des actions menées à son échelle par rapport à la planète dans sa globalité. Or chaque fois que des individus doivent prendre position, il est nécessaire de les éduquer à des valeurs qui dépassent l'individu lui-même et son environnement propre sans quoi il n'est pas possible d'agir en matière de développement durable. Quel est votre point de vue sur ce sujet ?

**Jean-Paul BILLAUD**

Force est de constater que les grandes problématiques telles que celles du changement climatique reposent sur un modèle spécifique de construction du rapport entre science et société et des procédures très précises. Rappelons par exemple que le GIEC rassemble plus de 2 000 chercheurs. L'on peut s'interroger sur les résultats d'une part et, d'autre part, sur le modèle que cela crée dans le rapport entre science et société.

Il me semble que nous sortons d'une forme d'universalisme construite en Europe à l'époque des Lumières et que cette notion est en crise. Actuellement, cet universalisme se construit localement. Mais cela ne suffira pas. Il faut relever les défis au niveau de la planète tout en considérant que les actions mises en place localement participent de la construction de l'universel, d'un autre type, plus diversifié et plus proche des réalités culturelles.

**Pierre GRISON**

Je partage tout à fait ce point de vue. Les deux niveaux sont complémentaires.

# Résilience et développement humain soutenable

## Patrick VIVERET

*Écrivain, philosophe, ancien conseiller à la Cour des comptes*

A l'occasion de la mission sur l'évaluation des politiques publiques demandée par Michel Rocard, je m'étais intéressé à la question des outils d'intelligence politique, qui me semble directement liée au débat précédent. Même si je me centrerai, dans mon intervention, sur la question d'un autre rapport à la richesse, cette question de l'intelligence démocratique - c'est-à-dire de la construction du jugement citoyen - est essentielle dans la question d'un autre rapport au pouvoir – que je préfère appeler « enjeux de qualité démocratique » plutôt que « démocratie ». Elle est liée au problème de la construction de la « valeur » dans son sens originel, c'est-à-dire la force de vie<sup>5</sup>. Cette valeur est donc essentielle, tant pour traiter la question d'un autre rapport à la richesse que d'un autre rapport au pouvoir. La co-construction de ce qui fait valeur est au cœur de la crise actuelle. Nous payons actuellement les conséquences de 35 ans de révolution conservatrice anglo-saxonne dont la caractéristique a été de réserver la création de valeur - limitée à sa dimension monétaire - à une toute petite catégorie d'acteurs – une oligarchie.

Il nous faut désormais assumer le fait que nous sommes aujourd'hui entrés dans un conflit mondial marqué par une contradiction majeure entre la logique financière des 35 dernières années et celle du développement humain soutenable, mais également celle de la logique démocratique elle-même.

En chinois, la crise revêt deux significations, à la fois de danger et d'opportunité. Antonio Gramsci<sup>6</sup> disait d'ailleurs : « *La crise se produit lorsque le vieux monde tarde à disparaître et que le monde nouveau tarde à naître et dans ce clair-obscur, des monstres peuvent apparaître.* » Nous sommes entrés dans cette phase historique et nous avons commencé à voir apparaître des monstres tandis que d'autres se dessinent à l'horizon. En nous concentrant sur ceux-ci, nous sommes forcément saisis d'un sentiment de peur et d'impuissance. Or nous ne pouvons sortir de ces logiques de peur et commencer à construire cette résilience que pour autant que nous nous intéressions à la germination du monde qui naît. Dans cette situation de crise, nous devons être lucides quant à ses dangers mais également créatifs pour construire de la valeur, force de vie.

Cette crise est rendue systémique du fait de sa démesure. Cette dernière est à l'œuvre dans le domaine écologique et notamment du dérèglement climatique, dont les phénomènes produits sont extrêmes (désertification, cyclones, tempêtes de neige massives, inondations...). Le fait que cette problématique – pourtant centrale - de même que celle des atteintes à la biodiversité soit passée au second plan de la scène publique mondiale est une illustration de sa contradiction majeure avec la logique financière. Kofi Annan<sup>7</sup> disait d'ailleurs que la crise financière avait commencé à apparaître fortement au moment où deux questions mondiales – la question du climat et la question sociale - s'étaient installées dans le débat public. Les mots clés en étaient régulation, stratégie, planification – c'est-à-dire tous les termes en totale contradiction avec la logique des 35 dernières années de dérégulation, de compétition et de délocalisations à outrance.

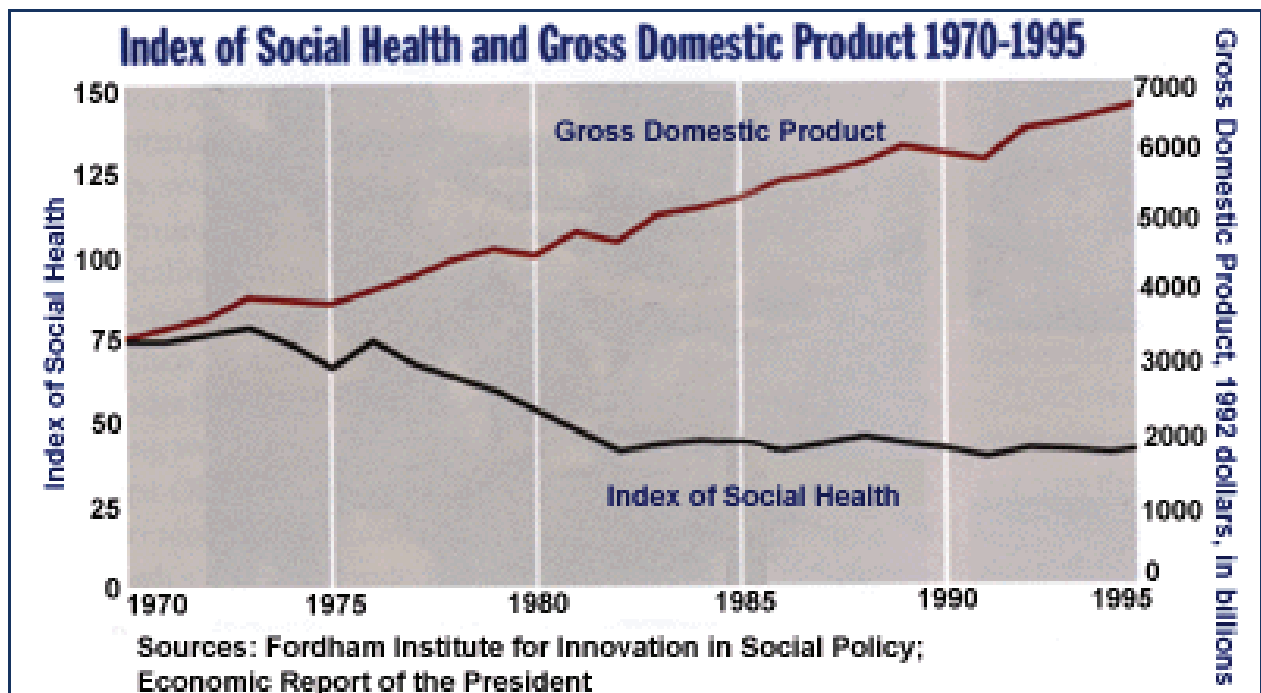
Ainsi, la situation provoquée, non pas par la crise, mais par une escroquerie financière, a également pour objet central d'empêcher que les nouvelles logiques stratégiques régulatrices s'imposent sur la scène mondiale.

<sup>5</sup> Au sens étymologique, valeur vient du latin *valere* : bien se porter, être fort

<sup>6</sup> Écrivain et théoricien italien (1891-1937)

<sup>7</sup> Secrétaire général de l'ONU

Cette crise est également marquée par sa démesure sur le plan social, dont l'accroissement des inégalités à l'échelle mondiale est l'illustration. D'après le rapport mondial sur le développement humain, la fortune personnelle de 225 personnes est égale au revenu cumulé de 2,5 milliards d'êtres humains. Or je rappelle qu'Henri Ford lui-même considérait qu'une entreprise était en danger dès lors que le salaire de son dirigeant était plus de dix fois supérieur au salaire le plus bas, tout simplement parce que la capacité de cohésion d'un corps social ne peut pas résister à un seuil d'inégalité trop important. Cette démesure sur le plan social est parfaitement illustrée par le graphique permettant de comparer l'indice de santé sociale et le PIB. Dans le cas des États-Unis force est de constater que le PIB poursuit sa progression alors que l'indice de santé sociale<sup>8</sup> décroît et ce depuis 1980, c'est-à-dire l'élection de Ronald Reagan et l'entrée dans la logique des politiques dérégulatrices. De même, l'ancien responsable de la banque centrale de Belgique -Bernard Lietaer- avait mis en évidence que sur les 3 200 milliards d'euros de dollars qui s'échangeaient quotidiennement sur les marchés, moins de 3 % représentaient des biens et des services réels, ce qui prouve bien la démesure de l'économie spéculative.



Dans ce système, l'insoutenabilité écologique et sociale était déjà manifeste. Mais sur le terrain de la globalisation financière également, les effets de la démesure ont atteint un seuil d'insoutenabilité majeure. Et tant que nous nous emploierons à tenter de résoudre la crise en cherchant à rassurer les marchés financiers, nous ne ferons qu'aggraver la situation. Rappelons que sur ces marchés, la grande majorité des transactions est réalisée par des automates, à hauteur de 70 % aux États-Unis et de 50 % en Europe, ce qui est le plus souvent occulté. En outre, ces logiciels sont certes très perfectionnés mais au service d'une logique psychologique très bête consistant à gagner le maximum d'argent dans un minimum de temps. Ainsi, en période haussière, ils sont programmés non pas pour anticiper une éventuelle baisse à venir mais pour rafler le maximum de profits, c'est-à-dire qu'ils sont programmés dans une logique mimétique. Il en est de même en période baissière. Alan Greenspan<sup>9</sup> lui-même s'était d'ailleurs ému de l'exubérance irrationnelle des marchés financiers. A cela s'ajoutent les traders, au sujet desquels le *Wall Street Journal* écrivait, lors du krach de 1987, que Wall Street ne connaissait que deux sentiments, l'euphorie ou la panique. Or ces deux termes correspondent

<sup>8</sup> L'indice de santé sociale tient compte de la mortalité infantile, de la criminalité, du taux de drogue et de toxicomanie, du taux de suicide...

<sup>9</sup> Ancien président de la banque fédérale américaine



exactement à la définition de la psychose maniaco-dépressive. Rappelons que les personnes qui souffrent de cette pathologie ont pour caractéristique de perdre le contact avec le réel, ce qui justifie que la tutelle ou la curatelle leur soit préconisée. Dès lors que la sphère financière est atteinte de ce mal, la problématique ne tient pas tant à une problématique de régulation qu'à une problématique de soin, c'est-à-dire de santé internationale. L'ambiance d'une salle de marché suffit à elle seule à se rendre compte de l'état de stress permanent auquel sont confrontés les traders, et auquel il est quasiment impossible de résister sans être toxicomane.

Les seuls acteurs rationnels sont dans les back office mais ils sont, pour beaucoup, très cyniques. A titre d'exemple, Goldman Sachs<sup>10</sup> a, de manière tout à fait cynique, joué double jeu lors des deux crises les plus récentes, celle des *subprimes* et celle de la Grèce. Tout en aidant la Grèce à maquiller ses comptes, la banque commençait à spéculer sur la future faillite du pays grâce aux produits de couverture. Or en Europe, ces acteurs commencent à occuper des postes clés tel le gouverneur de la banque centrale européenne ou le nouveau président du Conseil italien chargé de mettre en œuvre le plan d'austérité – tous deux issus de Goldman Sachs. Nous assistons à un véritable coup d'état silencieux.

Cette crise financière est donc marquée par sa démesure et est elle-même, en grande partie, provoquée pour éviter que les gouvernements continuent de s'intéresser à la question écologique et à la question sociale. Et lorsque l'on parle de dette, il faut prendre conscience de la concomitance de trois dettes : la dette financière, la dette écologique mesurée notamment par l'empreinte écologique – d'autant plus déterminante qu'il n'existe pas de planète B, et la dette sociale sachant qu'une bonne partie de la dette financière correspond à de la dette sociale inversée.

Depuis les années 80, le transfert massif des revenus du travail vers les revenus du capital représente près de 35 000 milliards de dollars. Or ce transfert a produit un double bénéfice et une double perte. Pour prendre l'exemple de la France, les 100 milliards d'euros d'exonérations fiscales cumulés en dix ans ont constitué un double bénéfice pour les catégories les plus aisées : moins d'impôts et moins de cotisations sociales d'une part et possibilité de prêter ces revenus avec intérêt. En revanche, pour les classes moyennes, ces exonérations se sont accompagnées d'une réduction en termes de transferts sociaux et de services publics. Or celles-ci sont en outre priées, comme contributeurs ou comme consommateurs, de payer à nouveau les conséquences de l'endettement public directement lié au sauvetage du système financier en 2008.

Aussi, si l'on remboursait la dette financière indépendamment de la dette écologique et de la dette sociale, l'on accroîtrait encore davantage les inégalités. On ne peut donc traiter le problème de la dette financière qu'après avoir pris des mesures pour traiter le problème des dettes écologique et sociale, ce qui nécessite que la France – dans l'hypothèse d'un changement de majorité – promulgue préalablement une loi définissant un seuil maximal d'inégalité, et, ainsi une fourchette d'inégalité maximale entre des minimas sociaux en hausse et un revenu maximal acceptable. Le remboursement de la dette entraînant mécaniquement le dépassement de ce plafond de revenu pour les populations les plus fortunées, les sommes correspondantes peuvent être récupérées par le biais de la fiscalité au profit d'investissements écologiques ou sociaux. Une autre solution plus radicale consiste, dans le cadre d'une réappropriation citoyenne de pouvoirs de création monétaire, à organiser des systèmes de monnaie sociale utilisables uniquement dans l'économie réelle, conforme au développement humain soutenable. Les sommes au-delà du revenu maximal peuvent alors être laissées à leurs détenteurs mais sous forme de monnaie sociale.

Ainsi, traiter la question des trois dettes simultanément et conditionner le traitement de la dette financière à celui de la dette sociale et écologique est un impératif si l'on souhaite promouvoir un développement humain soutenable plutôt que la logique consistant à subordonner l'ensemble de nos logiques écologique, sociale et démocratique à celle des marchés financiers.

---

<sup>10</sup> Banque d'investissement américaine



Le terme de « résilience » provient de l'univers physique et a été introduit dans l'univers psychologique par Boris Cyrulnik<sup>11</sup> pour décrire la capacité d'un individu à retrouver une force de vie après un choc traumatique. Or il faut nous préparer à une situation de chocs traumatiques. En effet, les programmes d'austérité ne fonctionneront pas et créeront une situation de récession, de dépression et de déflation et produiront des chocs traumatiques. Dès lors qu'un ensemble de pays se place dans une logique d'austérité, la richesse réelle diminue, favorisant d'autant la chute du taux de croissance et l'aggravation des dettes financières. La dégradation des notes financières renchérit en outre le coût de la dette. La mécanique de la crise des années 30 est donc en train de se reproduire. Or une économie folle rend la société folle. En effet, lorsque les classes moyennes se sentent menacées, elles cherchent - plutôt qu'à engager une critique rationnelle du système - à maintenir la distinction émotionnelle par rapport aux plus pauvres et aux plus faibles qu'eux, favorisant les logiques de boucs-émissaires et la mise en place de courants autoritaires.

La résilience, c'est être en capacité de se préparer à des chocs traumatiques importants pour reconstituer de la force de vie comme alternative aux logiques mortifères et aux logiques de chaos. Il ne s'agit pas de prôner la politique du pire et d'attendre le chaos. La lucidité vis-à-vis de l'ampleur des chocs à venir est au contraire la seule manière d'arrêter la casse à temps et de parvenir, par des formes de résistance et de mobilisation, à prévenir ces chocs traumatiques. Cette question de la résilience commence dans les territoires. On y retrouve le problème de la logique de transition qui avait démarré sur la question du pétrole et qu'il faut désormais étendre à tous les aspects de la démesure actuelle, sachant que cette transition doit être capable d'intégrer des stratégies de résilience. En situation de choc traumatique, le problème principal ne réside jamais dans la partie matérielle de la catastrophe. Les sociétés humaines ont déjà largement prouvé leur capacité à se relever de telles catastrophes ; la rapidité avec laquelle l'Allemagne et le Japon se sont relevés de la seconde guerre mondiale en est une illustration. En revanche, les effets de désespoir et de panique susceptibles d'être provoqués par la crise sont davantage à craindre. Le Japon toutefois constitue à nouveau un exemple positif de résilience. Le pays a su, face au cumul d'un tremblement de terre, d'un tsunami et d'un accident nucléaire, réagir par de la civilité, de la sérénité et de la solidarité. La capacité à développer des logiques de solidarité et d'espérance devient un enjeu déterminant, ce que les Etats généraux de l'économie sociale solidaire ont appelé le trépied du REV (Résistance créative, Expérimentation anticipatrice et Vision transformatrice). Ces trois éléments sont essentiels car la résistance seule risque de tourner à la révolte désespérée ou de se résumer à une pensée de sidération, c'est-à-dire que même les victimes pensent qu'il n'est pas possible de faire autrement. Et l'on sort d'un état de sidération par la force de l'imaginaire et l'expression d'un désir. Dans ce contexte, l'expérimentation permet, sans attendre les réformes structurelles, de lancer immédiatement ces logiques de transition et de résilience.

A titre d'exemple, la région Pays de Loire a lancé un audit de ses richesses réelles et la Meurthe-et-Moselle est intéressée pour se lancer dans un tel processus, ce qui permet de revisiter le sens originel de la comptabilité et du bénéfice (c'est-à-dire bienfait). Il s'agit de répondre aux questions suivantes. Quelles sont aujourd'hui les activités bienfaitantes pour l'humain et la nature ? Quels sont les méfaits produits ? L'examen de ces questions permet de mettre en exergue des pistes d'actions en termes de politiques publiques. Elle permet également de constater que certaines actions sont à la fois sources de bénéfices et de méfaits. Il appartient alors à la démocratie participative de traiter ces actions qui font débat.

Ajoutée à cela, l'utilisation d'outils telle que la finance solidaire et la monnaie sociale permet une réappropriation démocratique de la création monétaire. Rappelons que ces monnaies sociales ne circulent que dans l'économie réelle à valeur ajoutée écologique, sociale et territoriale. Elles constituent donc un outil cohérent pour les territoires, dans une perspective de développement humain soutenable. Dans ce schéma, la question de la qualité démocratique est centrale et traduit le besoin de

---

<sup>11</sup> Neurologue, psychiatre, éthologue et psychanalyste français, contemporain

changement du rapport à la richesse et au pouvoir. C'est alors qu'il convient de se rappeler que le terme « pouvoir » est un auxiliaire qui n'a de sens qu'accompagné de compléments (« pouvoir de... ») et que ce « pouvoir de » se multiplie grâce à la coopération. Les élus, lorsqu'ils exercent ce « pouvoir de » sont des catalyseurs d'énergie et des ministres au sens plein du terme, c'est-à-dire qu'ils sont au service de l'énergie démocratique d'un territoire. En revanche, ce verbe auxiliaire employé comme substantif avec une majuscule renvoie au Pouvoir à conquérir, associé à la domination et à la peur plus qu'à la création et à la coopération. Le changement de posture sur le rapport à la richesse et les bouleversements d'économie qui doivent être subordonnés à une logique écologique et sociale – celle du développement humain soutenable – passe aussi par ce changement de posture dans le rapport au pouvoir, qu'est l'enjeu de la qualité démocratique.

## Échanges avec la salle

### **Manuella BELLOUARD, DREAL de Bourgogne**

Force est de constater qu'aucun gouvernement ni aucun candidat ne s'empare des idées que vous évoquez, comme la limitation des écarts de richesse à un facteur de 1 à 100, ce qui me rend un peu pessimiste compte tenu du contexte de crise écologique, financière et sociale dans lequel nous sommes.

### **Patrick VIVERET**

Affirmer que personne dans la classe politique ne porte ces idées me semble excessif. En revanche, il est vrai que la plupart des candidats les plus connus n'ont pas encore pris la dimension de ces questions. Mais je pense que plus ceux-ci seront en situation de responsabilité dans un tel contexte, plus ils auront besoin d'évoluer comme Franklin Roosevelt l'avait fait suite à son élection. En effet, soit ils seront incapables de traiter les problèmes qui se posent et devront alors renoncer à leurs responsabilités, soit des générations d'hommes politiques – comparables à celle de Roosevelt – prendront conscience du fait que les marchés financiers ne se régulent pas mais doivent être contrôlés. Sur le plan politique, l'enjeu consiste à favoriser la montée des acteurs des mouvements de citoyenneté. Force est d'observer que sur la plupart des grands dossiers, les scénarios qui font référence ne proviennent pas de la société politique mais de la société civile, qu'il s'agisse de la sortie du nucléaire, de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion ou de la régulation financière. Les questions politiques sont trop importantes pour être laissées aux hommes politiques.

De même, les enjeux de 2012 sont trop importants pour les maintenir dans un duel politique classique. Nous avons donc à construire l'équivalent du Front Populaire. En 1936, les mesures mises en œuvre par le Front Populaire n'étaient pas incluses dans le programme des candidats mais le mouvement social lui-même a créé les conditions ayant permis à ceux-ci d'aller beaucoup plus loin et de mener des réformes à la hauteur de l'enjeu. L'espérance dépend donc aussi beaucoup de la société civile dont le rôle consiste à jouer un rôle de pression dynamique sur la classe politique.

### **De la salle**

Peut-on tout mettre sur le dos du monde de la finance ? Que pensez-vous de la propension des états ou des collectivités à s'adonner à des dépenses fastueuses parfois inutiles ? N'obtient-on pas ce qu'on mérite ? Force est de constater que tous les candidats sortent du même moule. A ce titre, ne faudrait-il pas tout simplement modifier les programmes de l'ENA pour améliorer les choses ? Enfin, le concept de démocratie participative me semble pour l'instant être un leurre absolu. Pour prendre l'exemple du projet d'extension de l'aéroport de Dijon, celui-ci n'a fait l'objet d'aucun débat.

### **De la salle**

Votons pour Madame Boutin ! Celle-ci a en effet repris à son compte une idée de Paul Ariès selon laquelle il faudrait libérer le bon usage des choses et renchérir le mésusage, assurer un certain règne de la gratuité et un revenu minimum, ce qui me semble être une condition indispensable pour que les

individus les plus en difficulté puissent sortir de l'angoisse du lendemain et prendre du recul par rapport à ce qu'ils vivent.

### **Patrick VIVERET**

Nous pouvons à la fois considérer qu'il existe un véritable problème d'inégalité et d'écart de richesse (cf. les 1 % de la population qui sont des « hyper-riches ») et que les conditions sont telles que les 99 % se montrent incapables de traiter l'injustice sociale. Ceci s'explique à la fois par la perte de crédibilité, pour s'attaquer au problème, de ceux qui profitent de ce système mais aussi par la servitude volontaire (« la plus grande arme de l'opresseur réside dans la tête de l'opprimé ») ou encore l'absence de solidarité et de coopération, y compris au sein du monde des acteurs de l'économie sociale et solidaire. Rappelons que 60 % du secteur bancaire français est, techniquement parlant, issu de l'économie sociale et solidaire. Ainsi, si les banques coopératives appliquaient les règles commandées par leur statut, la mutation du Crédit Agricole aurait été impossible. Il faut traiter le problème de l'inégalité sociale majeure tout autant que les raisons qui conduisent à la destruction de valeurs en tant que forces de vie.

Je rappelle par ailleurs que le revenu d'existence est inscrit au programme des Verts. Et je vous recommande d'aller visionner sur Internet un film sur le revenu d'existence prôné par les Allemands, parmi lesquels des députés CDU et des chefs d'entreprise, qui considèrent que les revenus ne pourront pas indéfiniment être associés aux seuls revenus du travail et proposent de créer le droit de tout être humain à faire de sa vie une œuvre, c'est-à-dire de bâtir le mot « métier » sur une politique des temps de vie et pas seulement sur une société du travail. Rappelons qu'au sens des compagnons, le mot métier renvoie à la fois au ministère et au mystère ; il s'agit du droit de tout être humain à se mettre debout pour réaliser son projet de vie. Dans cette perspective, le revenu d'existence n'est plus le revenu d'assistance mais le revenu de base permettant à chacun de réaliser son projet de vie. Les Allemands le proposent, dans des conditions très intéressantes, y compris du point de vue du financement. Promouvons l'axe franco-allemand pour la sortie du nucléaire et le revenu d'existence, plus que pour la déflation et la remise en cause des démocraties.

# TABLES RONDES

## Les collectivités territoriales, moteurs de démocratie participative

---

### Table ronde 1

*Participaient à la table ronde :*

*Robert HERRMANN, Premier adjoint au maire de Strasbourg en charge de la démocratie locale, président de la commission démocratie locale à l'association des maires des grandes villes de France  
Gil MELIN, Président des jardins familiaux de Ris-Orangis*

*La table ronde était animée par Pierre GRISON, administrateur de l'association 4D*

#### **Pierre GRISON**

Cet après-midi, nous allons entrer dans le détail des actions de terrain, les problèmes rencontrés et les succès possibles. Vous aurez davantage la parole. Deux intervenants participent à cette table ronde, Robert Herrmann, Premier adjoint au maire de Strasbourg et Gil Melin, Président des jardins familiaux de Ris-Orangis ; Jean-François Caron n'est malheureusement pas avec nous aujourd'hui du fait des intempéries et des perturbations sur le réseau ferroviaire. Il vous prie de bien vouloir l'excuser. Tous deux vont donc vous présenter le contexte dans lequel ils travaillent puis nous débattrons des questions pratiques relatives à la démocratie participative.

### I. Processus de concertation : le citoyen acteur de la vie de la cité

#### **Robert HERRMANN**

La démocratie locale et de dialogue public constituait l'action prioritaire du programme politique du Maire Roland Ries (PS) et de son équipe lors des dernières élections en 2008. L'enjeu était essentiellement lié à la municipalité précédente, pas tant au regard de son bilan que de l'absence de prise en compte de la parole des citoyens et des acteurs locaux. C'est ainsi que par souci éthique et tactique, nous avons fait du dialogue public un principe de notre action politique. Notre volonté émanait d'un deuxième constat, à savoir que les politiques sont partiellement en panne quant aux processus de mise en œuvre des politiques publiques au regard des enjeux de la société. En effet, comme l'indique Pierre Radanne<sup>12</sup>, nos sociétés seront amenées à se transformer profondément et rapidement pour atteindre le degré de performance nécessaire au sauvetage de la planète. Nous avons besoin de travailler avec nos concitoyens sur des principes de transformation de notre société et de la démocratie. Sans complémentarité entre la réflexion et l'action, seules des politiques autoritaires seront en capacité de produire une transformation de la société. Si l'on tient à la démocratie, il faut donner au citoyen la possibilité de participer, de s'informer et de comprendre.

---

<sup>12</sup> Expert en politiques énergétiques, fondateur de la société de conseil Futur Facteur 4

L'ensemble des urbanistes et architectes ont ainsi été amenés à repenser leur manière de construire la ville. La construction de la ville repose aujourd'hui sur des usages, des principes et des concepts tels la limitation de la circulation et des polluants ou encore l'amélioration de la qualité de vie.

Nous avons lancé notre démarche en 2008 par un tour de France des réussites et des échecs en matière de dialogue public. Il apparaît alors que les réflexions sur cette question étaient peu nombreuses. Nous avons donc fait appel à des universitaires pour nous éclairer sur des notions telles que le mot, le dialogue et la parole. Il en est ressorti que des précisions devaient être apportées sur la sémantique (une négociation n'est pas une information), sur la définition de la concertation, de la co-construction ou encore de la codécision, et que les élus devaient être très précis dans la manière de présenter les choses. Nous avons également constaté que la France avait un statut assez particulier, c'est-à-dire celui des vertus qu'on lui prête (la France, terre des Lumières et de la démocratie) mais qui ne se traduisent finalement que peu dans les faits. Or dans des pays comme l'Espagne, les jeunes sont formés dès le plus jeune âge au dialogue public et à la démocratie locale afin de développer leur conscience citoyenne, comme moyen d'éviter le retour du franquisme. En Russie en revanche, l'Etat instrumentalise le dialogue public, laissant une certaine marge de manœuvre au niveau local mais tenant d'une main de fer le système au niveau national.

Nous avons également constaté qu'une des difficultés provenait d'une inadéquation entre l'échelle des thématiques et l'échelle des territoires. Ainsi, il n'est pas possible de discuter d'aménagement urbain à l'échelle d'une ville comme l'on discuterait de la transformation d'un espace public déterminé tel qu'une place ou une rue.

La question de fond tient à la société que nous voulons construire. Souhaite-t-on une société dans laquelle les élus et les dirigeants acceptent la transparence comme instrument de la démocratie et acceptent le citoyen comme un interlocuteur plein et entier, digne d'intelligence, de confiance, de capacité critique et de créativité ? Je peux attester que de nombreux projets municipaux traités dans les conseils de quartier ont été considérablement améliorés sur le fond, au regard des objectifs auxquels il est possible d'amener la société. De ce point de vue, j'ai le sentiment que la sensibilisation avance et que sur le plan environnemental, la perception de ces questions par nos concitoyens est réelle.

Pour notre part, en prenant les risques inhérents à l'exigence d'un fonctionnement démocratique, nous avons considéré que les conseils de quartier pourraient permettre de traiter ces questions en toute sincérité avec les habitants. Nous avons alors décidé d'un certain nombre de principes et opté pour trois collèges (habitants, associations, acteurs socioprofessionnels) ainsi que pour l'obligation de leur présenter tous les projets relevant de la transformation de l'espace public et sur lesquels ces conseils rendent des avis circonstanciés annexés aux délibérations du Conseil municipal. Ce dispositif n'est pas simple mais nous venons de renouveler les conseils de quartier et avons recueilli davantage de candidatures que de places.

Nos conseils de quartier ont une très grande vertu : nous avons échappé en partie aux dérives traditionnelles qui veulent que ces structures ne soient composées que d'hommes, d'un certain âge, issus de catégories socioprofessionnelles favorables. Avec des systèmes de tirage au sort et grâce au système d'information géographique (SIG), nous sommes parvenus à mobiliser des citoyens très divers. Ainsi, le débat est diversifié et riche.

Enfin, la plus grande transformation de ces quatre dernières années tient aux process mis en oeuvre, qui ont des défauts mais également une immense qualité : plus aucun directeur ni aucun chef de service dans notre administration ne s'aventure à présenter un dossier concernant l'aménagement de l'espace public si celui-ci n'a pas fait l'objet d'un dialogue public par peur qu'il soit invalidé par les conseils de quartier. Repositionner le citoyen au cœur de la réflexion a été l'un des éléments les plus puissants de cette expérience.

### **Pierre GRISON**

Quel est le nombre de conseils de quartier à Strasbourg ? Quelle est le taux de participation ? Quels ont été les projets traités dans ce cadre ?

**Robert HERRMANN**

La ville de Strasbourg compte dix conseils de quartier, à l'échelle des cantons. Tous sont dotés d'animateurs, sélectionnés dans le cadre d'un marché public, payés par la ville, et dont le code de conduite a été rédigé et communiqué à tous. Chaque séance donne lieu à un compte rendu qui est diffusé. Ces conseils de quartier sont dotés d'un budget global de 200 000 euros sur un total de 400 000 euros dédiés à l'ensemble des dispositifs gérés par notre Mission démocratie locale (9 personnes) et les directions de proximité (45 personnes dans les quartiers). Tous disposent d'un local, d'une ligne téléphonique, de matériels informatiques. Ils sont en droit de réclamer l'ensemble des documents de travail de la collectivité et traitent l'ensemble des dossiers de transformation de l'espace public. Les conseils peuvent également s'autosaisir.

A titre d'exemple, un conseil de quartier s'est autosaisi sur un projet de réaménagement d'un boulevard d'entrée de ville et a décidé de consulter plus largement la population, ce qui a donné lieu à la création d'une association. Tous les acteurs ont fait part de leur expérience et ce boulevard est à mon sens l'un des plus beaux de la ville. Or ce projet est clairement le fruit du débat dans la mesure où il ne ressemble en rien au projet initial de la ville.

Le deuxième exemple concerne des haras du centre-ville que la municipalité avait décidé de mettre à disposition du centre médical de chirurgie micro-invasive. Le conseil de quartier a voté unanimement contre ce projet. Le maire est venu expliquer le projet au conseil de quartier qui a néanmoins maintenu sa position. Le sujet a donné lieu à deux heures de débat en Conseil municipal.

**De la salle**

Le conseil avait-il fait une proposition alternative ?

**Robert HERRMANN**

En effet, deux propositions avaient été soumises dont un musée du cheval et un haras pédagogique associé à de l'accueil d'enfants et à un centre nature dédié au cheval.

**Elisabeth KREMPP, Green key conseil**

Les citoyens tirés au sort ont-ils bénéficié d'une formation, à la prise de parole notamment ? Comment avez-vous réussi à doter ces acteurs du même degré de compétences ?

**Robert HERRMANN**

A la suite de l'installation des conseils, une formation est assurée par nos fonctionnaires sur le fonctionnement administratif et financier de la collectivité ainsi qu'à la prise de parole. Ensuite, des formations complémentaires adaptées peuvent être dispensées, sur des thématiques particulières. Au cours de la mandature, tous les conseillers de quartier sont conviés périodiquement à des séquences de formation sur la compréhension des grands processus ou sur des questions de lexique. Par ailleurs, nous veillons à rédiger l'ensemble des documents sans acronyme.



## II. La création des jardins familiaux et collectifs, une implication citoyenne pour une multifonctionnalité des espaces en zones urbaines

### **Gil MELIN**

Je préside une association créée en 1997 à Ris-Orangis, dans l'agglomération de la ville nouvelle d'Évry. Ris-Orangis compte 27 000 habitants dont 72 % logent en appartement et s'est historiquement développée après la guerre d'Algérie, avec l'accueil des pieds-noirs et de Maghrébins. La ville est contrastée – composée de terres agricoles et de cités modernes - mais a su conserver un foncier lui assurant une certaine respiration.

L'histoire des jardins familiaux de Ris-Orangis trouve son origine dans ma formation agricole et dans le mandat de conseiller municipal que j'ai exercé durant six ans au cours duquel j'ai pu constater la demande de familles qui regrettaient de ne pas pouvoir cultiver. L'idée émerge donc en 1995 mais le maire de l'époque n'y est pas favorable. En 1996, le changement de maire se traduit par l'installation du pré-dispositif et l'association née en 1997, avant la livraison des 85 premiers jardins en 1998. En 1999, la municipalité prend la décision d'une nouvelle tranche et 85 nouvelles parcelles sont livrées en 2001. Une nouvelle livraison est désormais prévue en 2013.

Actuellement, ces jardins occupent 3 hectares dont 2 hectares cultivés et 1 hectare d'espaces collectifs. Les parcelles font en moyennes 110 à 120 mètres carrés. Elles sont de forme triangulaire et se rejoignent en un centre commun qu'est le point d'eau. 180 familles habitant en appartement bénéficient d'une parcelle ; 200 sont sur liste d'attente. Les 40-70 ans sont majoritairement représentés parmi les jardiniers. 34 % sont retraités ; 33 % sont employés ; 15 % sont ouvriers, 4 % sont des cadres. 79 % de la population est française mais les cultures sont très diverses. Les pays du Maghreb sont également représentés, ainsi que la communauté turque, de manière importante.

Les jardins familiaux et collectifs ont plusieurs fonctions : récréative, productive, environnementale et sociale. Les jardiniers ont en effet la possibilité d'aménager leur parcelle et de décorer leur abri. Ces jardins sont par ailleurs un lieu de détente, dédié aux jeux d'enfants, aux pique-niques ou encore au partage des savoirs. Leur fonction productive a des incidences sur la santé – en termes d'équilibre nutritionnel, d'entretien physique ou encore de dynamisation morale pour certaines personnes dépressives – ainsi que sur l'économie par la réduction des dépenses alimentaires et de loisirs. Dans leur fonction environnementale, les jardins ont une incidence sur le paysage, la biodiversité et le recyclage. Dans leur fonction sociale, ils contribuent à la cohésion sociale grâce à la mixité socioculturelle, ethnique et générationnelle qu'ils permettent mais aussi à la valorisation familiale et citoyenne, à l'éducation par l'acquisition de savoirs, de savoir-faire techniques et de savoir-être et, enfin, à l'insertion d'un certain nombre d'individus.

Favoriser l'émergence d'un tel projet résulte du travail des élus et des services municipaux. La conception initiale d'un tel site est importante. Le statut de la structure, le mode de gouvernance et les relations à l'environnement sont également des éléments à prendre en considération.

Dans la conception initiale, une attention doit être portée à la taille et la disposition des parcelles, aux lieux communs de vie, aux espaces paysagers de respiration, au paysage en général et aux constructions et aménagements HQE<sup>13</sup>. A titre d'exemple, dans la prochaine tranche, les énergies solaire et éolienne seront mobilisées.

Concernant le statut de la structure, celui d'association indépendante paraît particulièrement adapté, tant concernant le budget que concernant la dynamique des individus qu'il permet.

S'agissant du mode de gouvernance, le respect du fonctionnement lié à la loi 1901 est essentiel, de même que la transparence sur les fonctions de gestion administrative et financière, la

---

<sup>13</sup> Haute qualité environnementale : opération dont les impacts sur l'environnement sont les plus maîtrisés possibles



responsabilisation sur les actions de production de biens ou de services et l'élaboration collective et collégiale du règlement intérieur.

Quant à la relation à l'environnement, elle passe par le choix d'un mode de production respectueux de l'environnement et l'ouverture du site sur le quartier et le monde associatif local.

### **Philippe MOUGEL, sociologue**

Le terme « démocratie » ne vient pas de « demos » mais de « dem », c'est-à-dire la « circonscription » revêtant la notion de mixité sociale. La démocratie grecque ne reposait pas sur les assemblées athéniennes mais sur la démocratie de quartier. A ce titre, la démocratie participative ne doit pas compléter la démocratie représentative mais l'inverse. Une bonne démocratie participative permet une bonne démocratie représentative.

Quant aux jardins, Épicure en avait fait un lieu d'échange alors que tous les autres lieux de mixité sociale avaient disparu ; les esclaves et les étrangers y étaient acceptés. A la chute de la démocratie, ces jardins sont restés des lieux de mixité sociale.

### **Laurent BOITEUX, association AJENA**

Au-delà de la mixité sociale, des actions collaboratives ou collectives sont-elles entreprises sur l'utilisation des mauvaises herbes, l'usage des pesticides ou encore la combustion des déchets ? Le cas échéant, par qui sont-elles initiées ?

### **Gil MELIN**

Le règlement intérieur fixe un certain nombre de points non pas obligatoires mais conseillés. Il prévoit ainsi que chaque jardinier donne 4 heures de son temps par an. Un certain nombre vont bien au-delà. D'autres ne le font pas mais contribuent d'une autre manière.

Par ailleurs, au départ, le compostage collectif avait été privilégié mais les gens ont considéré qu'un compostage individuel serait plus opportun. Outre ce règlement intérieur, les valeurs relatives à la qualité d'un jardin du 21<sup>ème</sup> siècle sont appliquées : pas de pesticide, gestion collective des feuilles mortes, jachère fleurie, plantation de haies... Ces sujets ne sont pas structurés d'un point de vue pédagogique mais partent de l'initiative de certains, puis sont discutés en conseil d'administration avant d'être expliqués aux jardiniers.

### **Pierre GRISON**

A Strasbourg, comment vous assurez-vous de la représentativité des conseils quartiers ? Certaines franges de la population ne sont généralement pas représentées dans ce type de structure. Comment y remédiez-vous ?

### **Robert HERRMANN**

Je pense qu'une collectivité favorise d'autant plus la vie associative et le bénévolat qu'elle soutient activement le monde associatif, l'éducation populaire et l'éducation. Sans cela, l'envie de participer à la vie publique s'éteint très rapidement.

Nous ne cherchons par ailleurs pas à avoir des conseils de quartier représentatifs mais nous nous employons à avoir une diversité hommes-femmes, une diversité d'âge, une diversité des populations migrantes et des populations françaises... ; C'est la diversité des avis exprimés par les participants qui légitiment les conseils de quartier.

Les conseils de quartier sont composés à partir de deux types de tirage au sort, parmi des candidats d'une part et la liste électorale d'autre part. Ce support ne permet pas de toucher les étrangers mais la CNIL<sup>14</sup> s'oppose à l'utilisation du fichier des impôts locaux ; le sujet est toujours en

---

<sup>14</sup> Commission nationale de l'informatique et des libertés

débat. Quant au taux de participation, la défection est plus importante parmi ceux tirés au sort dans la liste électorale ; nous l'assumons. Cela permet d'assurer la sincérité des débats et d'éviter les manœuvres de tout ordre.

Je précise que dans le dispositif, nous avons tenté de répondre à différentes interrogations. Les individus d'un quartier souhaitent généralement avant tout discuter de leur quartier. Mais nous avons constaté que ceux-ci souhaitent également discuter de l'avenir de la ville. Ainsi, l'agence d'urbanisme organise tous les deux mois une conférence sur un sujet complexe telle que la mobilité urbaine. Elles rencontrent beaucoup de succès. Nous avons par ailleurs créé des ateliers de projets sur des dossiers plus transversaux, qui touchent plusieurs quartiers. Ces ateliers ont une durée d'activité bien déterminée en amont. Ils sont ouverts à tous mais nous invitons plus particulièrement les associations, les institutionnels et les partenaires structurants du territoire impacté. Nous avons également créé l'atelier urbain qui travaille de manière prospective sur le devenir de la ville - actuellement sur le paysage urbain et les questions de densité notamment.

Dans une partie du centre-ville particulièrement délaissée, nous avons par exemple créé un atelier projet que nous venons de doter d'un groupement de trois entreprises qui accompagneront cet atelier. J'en suis le responsable. Quatre réunions se sont tenues sans élu. Les membres ont pris connaissance de l'état de ce territoire et de son fonctionnement. La première réunion a réuni 80 personnes et notre difficulté consiste à gérer le nombre important de volontaires pour ces travaux. Contrairement à l'idée reçue, il y a une vraie demande et le dialogue public ne fait pas perdre du temps mais il permet d'en gagner dès lors qu'il est intégré en amont des projets. La démocratie locale n'est jamais une perte de temps.

**Pierre GRISON**

Comment choisissez-vous les familles appelées à bénéficier d'un jardin familial ?

**Gil MELIN**

Dès le départ, nous avons réservé la possibilité d'obtenir un jardin aux personnes habitant en appartement. Ainsi, une famille qui déménage dans une maison perd sa parcelle. L'attribution se fait sur demande écrite. La liste d'attente est affichée à l'extérieur du local collectif et chacun peut y consulter sa position.

**Pierre GRISON**

Avez-vous l'intention de faire participer les écoles ou d'autres acteurs de la ville ?

**Gil MELIN**

Les jardins étaient initialement réservés aux familles. Puis un centre de loisirs y a été ouvert durant deux ans. Une école maternelle a ensuite pris le relais. Ces initiatives dépendent de la volonté de certains enseignants ou animateurs. En revanche, nous accueillons régulièrement les classes pour un simple pique-nique, une visite de dégustation ou une semaine thématique sur une production. Le jardin pédagogique fonctionne très bien dès lors qu'il se situe à proximité de l'école et que les enseignants sont formés. Une réflexion est par ailleurs en cours sur un concept de jardin transporté.

Enfin, une parcelle partagée est mise à disposition de la maison des jeunes et de la culture dans une perspective d'Université populaire, en lien avec Miguel Benasayag<sup>15</sup>.

L'un de nos principaux défis consiste à faire perdurer la notion d'investissement collectif lorsque l'on reçoit beaucoup d'individus dont la culture initiale n'est pas orientée vers le collectif. A titre d'exemple la communauté turque est difficile à intégrer car plus individualiste que les populations du Maghreb. J'aurais parfois besoin de spécialistes du dialogue social afin de favoriser l'émergence des compétences de chacun et de construire à partir de situations de crises. Comment aller au-delà de la

---

<sup>15</sup> Philosophe, psychanalyste et chercheur, contemporain

simple tolérance pour que le bénévole qui cuisine accepte l'aide d'un membre d'une autre communauté ?

**Robert HERRMANN**

Un des seuls moyens que je connais pour résoudre ce type de problème est de passer par les femmes. Dans les quartiers, la résolution de l'essentiel des problèmes passe par les femmes.

**Pierre TERRIER, président de Bourgogne bâtiment durable**

Quel est le rythme de réunion des conseils de quartier ? A quel rythme sont-ils renouvelés ? Quel est le taux de participation ? Enfin, certains sujets traités dans les conseils de quartier génèrent-ils des divergences parmi les élus de la majorité ?

**Robert HERRMANN**

Les conseils de quartier se réunissent une fois par mois au moins pour préparer leurs avis sur les projets annexés aux délibérations votées en conseil municipal. Plus largement nous considérons que 5 000 personnes débattent en permanence dans la ville. Environ 2 500 réunions et 250 réunions publiques auxquelles sont associés les conseils de quartier ont eu dans la ville ces trois dernières années. Quant au rythme du renouvellement des conseils de quartier, nous pensions à l'origine qu'il serait de deux ans mais une durée de trois ans semble plus appropriée compte tenu de l'effort demandé aux participants. Mais nous n'irons pas non plus jusqu'à la totalité du mandat, le risque étant que les individus deviennent tellement formés que les débats soient trop techniques, ce qui n'est pas notre objectif.

Par ailleurs, les polémiques n'ont jamais été si fortes au point de destabiliser la municipalité. Plusieurs sujets délicats ont fait l'objet de débats. Ainsi la rénovation et l'occupation d'un bâtiment historique dédié en partie à la culture a commencé par générer une polémique. J'avais pour ma part favoriser l'installation dans des locaux inoccupés d'une société coopérative proposant des prestations de hammam et massages dans l'objectif de faire de ce bâtiment un lieu de services à la population et de créer un lien avec une association d'accueil de femmes en difficultés déjà présente. Ce projet a généré l'émergence de réactions très fortes au sein du conseil de quartier. Le maire m'a alors demandé de revoir le projet pour trouver un nouveau consensus. Nous avons donc tout remis à plat alors que la délibération municipale avait déjà eu lieu et avons reconstruit un projet en gardant le hammam mais dans une autre partie du lieu et en complétant l'offre de services par un projet de restauration d'un autre partenaire privé.

Le réaménagement d'une place historique et emblématique a également été source de polémiques. Le projet initial, pourtant concerté, a été jugé trop minéral et la concertation a été remise en question. Nous avons là encore remis l'ouvrage sur le métier pour trouver un point d'équilibre. Le nouveau projet a été applaudi.

De manière générale, les tensions sont inhérentes au débat et l'expression des divergences - dès lors qu'elles sont exprimées clairement - me semblent plutôt saines.

Enfin, nous avons décidé, dès le départ, d'évaluer en permanence les conseils de quartier. Une première évaluation a été réalisée avant le renouvellement de ces conseils de manière contradictoire avec les représentants des conseils eux-mêmes sur la base de critères partagés et négociés. Cette évaluation fait aussi l'objet d'une communication.

**De la salle**

Les productions des jardins sont-elles vendues sur les marchés locaux ?

**Gil MELIN**

Le règlement intérieur interdit la vente des productions des jardins et les parcelles sont, quoi qu'il en soit, trop petites. Aucune demande n'a jamais été formulée en ce sens. En revanche, il y a beaucoup d'échanges et, parfois, des collectes en lien avec une épicerie sociale. Quant au rôle des

femmes, il est important. Depuis deux ans, celles-ci se rassemblent pour produire des confitures qui sont ensuite distribuées ou vendues lors de fêtes d'association. De même, une production collective de courges permet d'assurer le décor lors de la fête des associations.

**Hervé BONAUAUD, secrétaire d'Alterre**

Précisons que la commercialisation des fruits et légumes issus des jardins familiaux est interdite par la loi.

**De la salle**

L'expérience des conseils de quartier de Strasbourg est-elle généralisable aux petites villes ?

**Robert HERRMANN**

Notre expérience n'est pas transposable en l'état mais les principes et fondements le sont. Elle offre des perspectives, sous réserve d'adaptations.

**Gil MELIN**

Dans le cadre du programme de l'Agence nationale de la recherche intitulé Villes et bâtiments durables, un consortium d'universitaires réfléchit au sujet des jardins familiaux, de la gouvernance et du fait alimentaire. Cette initiative me semble intéressante car la société aura besoin de relais pour porter ces activités au sein des villes.

**Isabelle FRIMAT**

Je travaille avec Robert Herrmann sur le projet de participation citoyenne. S'agissant des conditions de réussite et d'adaptabilité de ce type de dispositif, nous avons remarqué qu'un certain nombre de conditions devaient être réunies, notamment en termes de moyens financiers et d'organisation administrative. A Strasbourg, une cinquantaine de nos agents assurent cette organisation administrative territorialisée et sont essentiels à la coordination entre les services thématiques et les citoyens sur le terrain.

**De la salle**

Ce système de conseil de quartier est-il pérennisé y compris en termes d'échec électoral ?

**Robert HERRMANN**

Non. L'équipe suivante décidera. Ces dispositifs seront toujours très aléatoires et liés au bon vouloir des élus, ou à celui des citoyens qui, parfois, se mobilisent et exigent des élus la mise en place de ce type de dispositif. Mais sur ce point, la loi n'a pas évolué depuis bien longtemps.

# Des projets en éducation au développement durable pour apprendre à agir ensemble

---

## Table ronde 2

*Participaient à la table ronde :*

*Serge HYGEN, chargé de projet à ECO-Conseil*

*Isabelle LEPEULE, co-directrice du réseau « Ecole et nature » et coordinatrice nationale de l'Eco-Parlement des jeunes*

*La table ronde était animée par Christine COUDURIER, chargée de mission en éducation au développement durable chez Alterre Bourgogne*

### I. Introduction

#### **Christine COUDURIER**

Alterre Bourgogne a choisi d'aborder ce thème car l'association coordonne le dispositif SFFERE<sup>16</sup> : une des principales actions collectives de l'association est donc une action éducative. Nous pensons justement que l'éducation est l'un des principaux leviers du développement durable. Peut-être doit-elle opérer sa propre transformation en se faisant elle-même action collective ?

Pour le moins, l'éducation au développement durable est un agir ensemble, ou un apprentissage à faire ensemble. Elle peut légitimement s'appuyer sur des démarches participatives, ou les apprenants sont impliqués dans les projets et incités à travailler en groupes. Ce mode opératoire permet d'apprendre la solidarité, l'autonomie et la concertation. C'est également valable dans l'autre sens : s'ouvrir à l'autre, être tolérant, avoir conscience de soi font partie des valeurs fondamentales de l'éducation au développement durable.

Dans les projets qui vont vous être présentés, l'éducation au développement durable n'est pas recherchée en tant que telle. Cependant, nous avons choisi ces initiatives car la méthode de mise en œuvre nous a semblé exemplaire.

### II. « Dix jours pour voir autrement » et se passer d'écrans

#### **Serge HYGEN**

Je vais vous présenter un projet que nous menons depuis plusieurs années dans des écoles situées en zones d'éducation prioritaire à Strasbourg. Depuis 2008, nous intervenons dans des écoles de quartiers d'habitat social avec le projet « Dix jours pour voir autrement » ou dix jours sans écrans.

Je suis chargé de mission au sein d'ECO-Conseil, une association basée à Strasbourg qui a créé le métier d'éco-conseiller. Vous pouvez découvrir l'association sur [www.ecoconseil.org](http://www.ecoconseil.org). Les éco-conseillers que nous formons depuis 25 ans sont des généralistes l'environnement au service d'un développement durable. Depuis 1987, en partenariat avec l'INSA de Strasbourg le cadre d'un master spécialisé, nous avons formé près de 800 éco-conseillers en France.

ECO-Conseil mène de nombreuses autres actions dans différents domaines. Pour ne citer que quelques exemples :

---

<sup>16</sup> Système de formation de formateurs à l'éducation relative à l'environnement

- nous intervenons et accompagnons des démarches de création de jardins collectifs et des jardins partagés ;
- nous travaillons également sur des démarches plus classiques d'éducation au développement durable telles que l'accompagnement de collèges alsaciens dans la mise en place de leur agenda 21 ;
- nous sommes référents de la marque Imprim'vert : il s'agit d'un engagement des imprimeurs à respecter un certain nombre de règles environnementales. Nous instruisons les demandes d'obtention de la marque et effectuons les visites de contrôle.

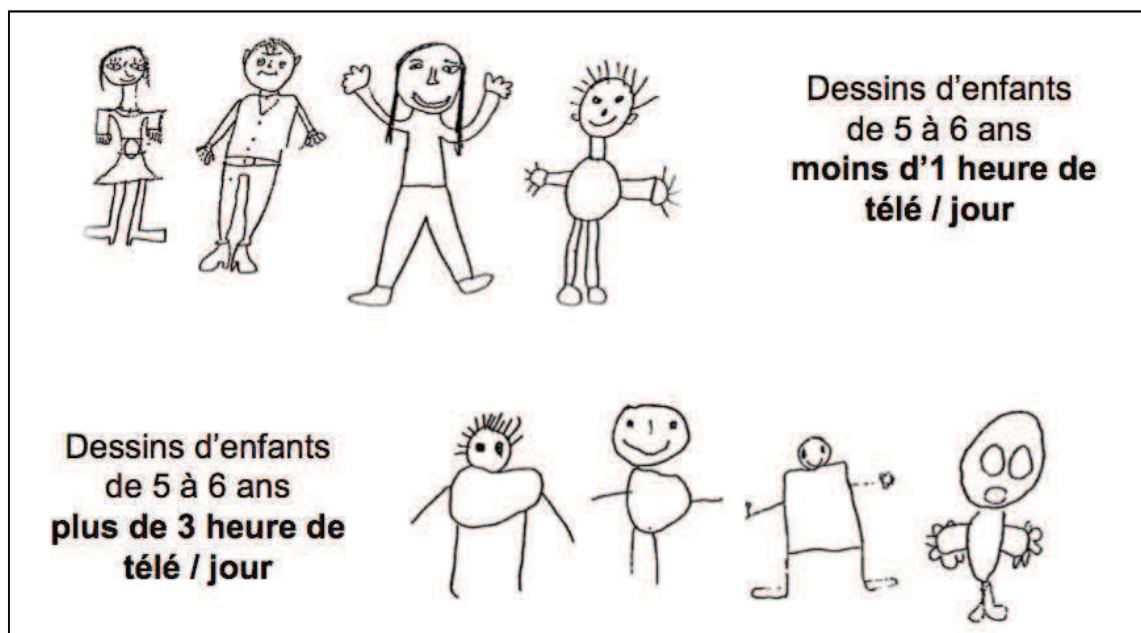
### 1. Pourquoi avoir créé ce projet ?

Le temps que nous passons devant les écrans est de plus en plus important : aujourd'hui, un être humain vit en moyenne 81 ans. Il passe 27 ans à dormir, 3 ans à se former, 8 ans à travailler. Sur les 43 années restantes, il en passe 12 à 15 devant les écrans de télévisions et d'ordinateurs, en dehors du cadre professionnel. Concernant les programmes que nous regardons à la télé, 75 % des Français considèrent qu'Arte est une excellente chaîne de télévision, mais seul 2 % d'entre eux la regardent !

Chez les enfants, le constat est plus inquiétant. Ils regardent 20 à 30 heures de programmes télévisuels chaque semaine, une durée plus longue que le temps passé en classe. Cette « surconsommation » télévisuelle est source de problèmes de plus en plus reconnus tels que des problèmes scolaires liés à des difficultés d'apprentissage, des problèmes d'obésité ou encore les troubles du comportement. Ceux qui veulent en savoir plus peuvent lire *TV Lobotomie*<sup>17</sup>, l'essai de Michel Desmurget : ce livre compile 3 000 études de médecins, psychologues et autres spécialistes qui ont travaillé sur l'impact de la télévision sur toute la population.

Personnellement, je suis convaincu que la télévision et la publicité altèrent l'intelligence collective. C'est une pollution mentale, peut-être plus dangereuse encore que les pollutions de l'environnement auxquelles nous sommes exposés.

Pour illustrer les effets, chez les enfants, d'une surconsommation télévisuelle, voici des dessins d'enfants de cinq à six ans qui ont fait le « test du bonhomme ». A côté des dessins est indiqué le nombre d'heures passées devant la télé par les enfants qui les ont réalisés.



<sup>17</sup> La vérité scientifique sur les effets de la télévision (Paris : Max Milo, 2011)



On constate un écart important entre ceux qui regardent la télévision moins d'une heure par jour et ceux qui la regardent trois heures par jour, ces derniers accusant un grand retard dans la précision des formes. Ces dessins, très révélateurs de l'impact de la télé sur les enfants, sont issus d'une étude conduite par deux médecins allemands<sup>18</sup>.

Pour terminer sur les effets de la télévision sur les enfants : nous savons que la période allant de six mois à trois ans est une période clé pour l'apprentissage dans la vie d'un être humain : manipulation, relation à autrui, etc. De multiples connexions se créent à ce moment-là. Un enfant qui est mis devant la télévision à cet âge-là voit son développement altéré de façon irrémédiable.

## 2. *En quoi consiste le projet ?*

Le défi consiste à proposer à l'ensemble des enfants d'une école d'essayer, pendant 10 jours, de passer moins de temps – voire plus de temps du tout – devant les écrans de télévision, d'ordinateurs et de consoles de jeux vidéo.

Nous nous sommes inspirés de projets similaires conduits au Québec depuis 2003. Ces projets québécois sont partis de travaux réalisés à la fin des années 1990, sur la côte ouest des États-Unis. A cette époque, ce pays faisait le constat d'une montée de la violence chez les enfants.

Deux hypothèses étaient avancées pour expliquer cette augmentation de la violence chez les enfants :

- une trop grande permissivité dans l'éducation des enfants de la part de parents nés dans les années 60 et 70,
- l'éclatement de la sphère familiale avec beaucoup de familles recomposées provoquant des pertes de repères qui rendaient les enfants agressifs.

Des universitaires ont pensé que cette violence pouvait aussi provenir du temps passé devant la télévision à regarder des images souvent violentes (à cette époque, on considérait que, en moyenne, les petits Américains passaient 38 heures par semaine devant la télévision, contre 38 minutes de discussion en famille).

Ces universitaires ont donc cherché à voir si la réduction du temps passé par des enfants devant la télé avait un effet sur leurs comportements violents. Une étude a ainsi été menée sur une école où les enfants ont passé 10 jours sans télévision, puis dix semaines avec une heure de télévision par jour. Les mesures qui ont ensuite été faites à l'issue de cette période de consommation très réduite de télé ont montré, chez les enfants concernés, une baisse des violences physiques de 50 % et des violences verbales de 60 %. C'est sur la base de cette étude qu'est né le "défi de la dizaine" québécois, défi que nous avons adapté et que nous mettons en œuvre à Strasbourg depuis 2008.

## 3. *Avec qui ?*

Nous conduisons ce projet dans les écoles, avec l'accord des enseignants et des parents, ainsi qu'avec l'aide de toutes les structures sociales et associatives du quartier pour proposer des activités alternatives à la télévision pendant les 10 jours du défi.

## 4. *Comment ?*

Une première réunion avec le directeur d'école permet de valider le projet. Celui-ci est ensuite présenté aux enseignants pour accord de l'équipe pédagogique de l'école.

Ensuite nous organisons plusieurs réunions avec les parents. En général, nous présentons le Défi devant le Conseil d'école puis devant l'ensemble des parents de manière à le valider avec eux mais

---

<sup>18</sup> Dr WINTERSTEIN et JUNGWIRTH – étude réalisée en 2006



aussi pour susciter leur adhésion et leur participation. En effet, pendant les 10 jours du défi, les parents sont invités à proposer des activités collectives aux enfants.

Parallèlement à cette mobilisation des parents, nous informons et sollicitons les structures du quartier – bibliothèque, associations, commissariat, pompiers, etc. – qui sont également invitées à proposer des activités pour la période du défi. Cette première étape dure 3 à 4 mois.

Avec les enfants, nous intervenons trois fois une heure dans chaque classe, de manière plus rapprochée à mesure que le top départ du défi approche, sans les tenir au courant des activités préparées avec les parents et avec les structures du quartier.

- Au cours de la première réunion, nous échangeons avec eux sur ce qu'ils ont vu à la télévision et la relation qu'ils entretiennent avec l'écran.
- Au cours de la deuxième réunion, nous leur présentons le défi comme un match de très haut niveau qu'aucun sportif ne serait capable de livrer. Ce match oppose deux équipes : la télévision, l'ordinateur et les jeux vidéo d'un côté, les enfants de l'autre. En général, les enfants adhèrent. Dans la foulée, nous engageons la réflexion sur ce qu'ils vont pouvoir faire pour occuper le temps "libéré" pendant ces dix jours. Chaque enfant établit la liste des activités qu'il souhaiterait mener, chacun pouvant s'inspirer des idées de son voisin ...
- Au cours de la troisième réunion, nous préparons un emploi du temps sur la base des activités listées lors de l'animation précédente, l'objectif étant de les rassurer sur leur capacité à faire autre chose que regarder la télévision. A ce moment-là seulement, nous leur annonçons que leurs parents, les associations et l'école ont prévu d'organiser des activités collectives.

Le défi, qui démarre un mardi et se termine le jeudi suivant, débute par une "cérémonie" de lancement lors de laquelle chaque enfant reçoit un carnet de bord, lui permettant de consigner ses activités et ses impressions pendant les 10 jours et une fiche pour compter ses points. En effet, comme dans un match, chaque enfant va pouvoir marquer des points : chaque fois qu'il résiste à la tentation des écrans, 1 point est marqué. Les jours d'école, chaque enfant peut ainsi marquer 5 points : 1 le matin avant l'école, 1 à midi, 1 avant le repas du soir, 1 pendant le repas et 1 après. Les enfants comptent leurs points seuls.

Les points marqués chaque jour par chaque classe et par l'école sont inscrits sur de grands thermomètres affichés dans la classe et l'école. Au niveau des activités collectives organisées par les parents et les structures du quartier, leur chiffre varie entre 50 et 100 activités suivant les écoles : ateliers de jardinage, de cuisine, de couture, promenades, visites, activités sportives sont en général proposés aux enfants.

## 5. Pour quels résultats ?

A ce jour, nous avons conduit cette opération dans cinq écoles élémentaires et une école maternelle. En général, les enfants réalisent un score de 85 à 90 % du total des points en jeu.

Nous avons, lors du 1<sup>er</sup> défi, conduit une enquête qualitative auprès des parents un mois après la fin du projet. Pour 55 % des parents interrogés, leurs enfants lisaient davantage ; pour 48 % d'entre eux, ils passaient plus de temps à faire leurs devoirs ; pour 43 % d'entre eux, ils aidaient davantage à la maison et dormaient plus longtemps, etc.

En 2011, nous avons réalisé une enquête sur quatre écoles ayant relevé le défi, soit six mois à deux ans et demi après la fin du défi. Sur 600 courriers envoyés aux parents, nous avons reçu 250 réponses. L'analyse des réponses montre que 57 % des parents considèrent que leurs enfants regardent moins la télévision depuis le défi. Le directeur de l'une de ces écoles nous a dit avoir pu recruter très largement des parents d'élèves pour le Conseil d'école, alors qu'il peinait à le faire auparavant.

## 6. *Quels enseignements peut-on en tirer ?*

Le projet fonctionne parce qu'il est basé sur une préoccupation commune et partagée : tous les parents savent que leur enfant passe trop de temps devant la télévision, mais ils ont perdu, plus ou moins, le contrôle. De surcroît, ce projet collectif offre une place à chacun : personne ne sait rien faire et les enfants s'intéressent à tout. Il redonne vie au quartier, recrée du lien social et familial.

Ce type de projet bénéficie, à Strasbourg, d'un soutien financier des collectivités au titre des Contrats Urbains de Cohésion Sociale (CUCS).

### **De la salle**

Comment faire pour prolonger la dynamique qui a été créée pendant ces dix jours ?

### **Serge HYGEN**

Les activités permettent aussi aux associations méconnues des parents de se faire connaître. Des possibilités inexploitées émergent. Par eux-mêmes, les enfants redécouvrent des plaisirs simples dont il restera quelque chose même quand le défi est terminé : se lever plus tard le matin, etc. Les parents se parlent, là où ils ne se connaissaient pas. Le projet fait du bien à tous, sauf aux vendeurs de sodas, qui ne peuvent plus « vendre du temps de cerveau disponible ».

### **De la salle**

Chez nous, depuis que la télévision n'est plus dans la pièce principale et qu'il faut monter au deuxième étage pour la regarder, les enfants ne le regardent plus. Auparavant, il suffisait d'appuyer sur le bouton et de laisser défiler les images. On regardait la télévision sans même y prendre garde. Les enfants ne savaient plus s'occuper par eux-mêmes.

### **Serge HYGEN**

Il ne faut jamais mettre la télévision dans la chambre des enfants.

### **De la salle**

Ce projet a-t-il été comparé au projet d'éco-école développé par la Fédération de l'Education Nationale (FEN) ? Le concept est identique, à la différence près que les écoles sont labellisées. Chacune peut ainsi devenir ambassadrice du projet au niveau régional et, avec un peu d'innovation, chaque école peut financer elle-même son propre projet. Il faut faire durer ce projet dans le temps.

### **De la salle**

Pourquoi ne pas conduire la même expérience dans l'enseignement secondaire ?

### **Serge HYGEN**

L'an passé, cinq écoles et un collège d'Azay-le-Rideau ont organisé le défi. Mais c'est plus compliqué à mettre en œuvre dans l'enseignement secondaire. Un responsable du rectorat de Strasbourg m'a déjà proposé de mener ce type de projet dans les collèges. Deux raisons ont motivé notre refus : en quatrième et en troisième, les adolescents traversent un âge difficile ; par ailleurs, l'organisation du temps de classe par matière rend le défi compliqué à mettre en œuvre.

## III. L'Eco-Parlement des jeunes

### **Isabelle LEPEULE**

Le Réseau Ecole et Nature est un réseau international d'enseignement. En dépit de son nom, il déploie d'autres activités que le lien entre l'école et la nature : elles sont à découvrir sur le site internet

du réseau, où l'on trouve également beaucoup de ressources documentaires à télécharger gratuitement. Nous mutualisons les documents produits par nos contributeurs pour les mettre à disposition du public. REN s'implique aussi dans la formation des ambassadeurs du tri depuis le début des années 2000.

## 1. Historique

L'Eco-Parlement des jeunes est une initiative qui date de 2003. Il est né d'un partenariat avec la société Eco-Emballages dont c'est une marque déposée. A l'origine, depuis 1993, Eco-Emballages soutenait les ateliers de Rouletaboule. En 2002, la société fait appel à REN pour rafraîchir le concept d'Eco-Parlement des jeunes. En effet, le premier congrès avait paru trop technique et trop sérieux au Président de l'entreprise.

L'équipe REN était d'accord, mais elle a posé ses conditions. Nous voulions conduire un travail sur toute l'année scolaire pour que le groupe de jeunes témoigne sur la base d'une expérience concrète. Nous ne voulions pas d'une parole seulement portée par des jeunes ayant une facilité d'élocution en anglais. Nous avons donc travaillé en co-construction avec notre interlocutrice de l'époque chez Eco-Emballages.

## 2. Les grandes lignes jusqu'à aujourd'hui

Le projet consistait à mettre en réseau plusieurs classes européennes grâce à internet. Le site était modéré par des éducateurs faisant partie de REN. L'objectif donné était de produire un ouvrage collectif qui serait remis lors du congrès de la société. La condition de participation à ce projet était l'implication de ces classes dans des projets locaux favorables à l'environnement : énergie, déchets, alimentation, etc.

Nous souhaitions avant tout que les jeunes apprennent à partager leurs points de vue entre eux et avec des adultes, via le site internet mais aussi par des rencontres sur leurs territoires respectifs. Plusieurs objectifs pédagogiques ont été listés :

- prendre conscience des principes qui organisent les relations entre l'individu, l'Etat et la société ;
- s'inscrire dans une action collective et forger un esprit critique ;
- faciliter l'exploration des points de vue et la compréhension d'enjeux complexes ;
- enrichir les projets de développement durable en cours de réalisation : certains projets existants ont ainsi bénéficié d'un souffle nouveau.

De nombreux livres ont été réalisés en langue anglaise.

- **le Livre blanc pour l'environnement (2003-2004)**

Pour cet ouvrage, les jeunes se sont donné une thématique, sur la base d'un constat partagé. Ensuite, ils ont échangé avec les jeunes de tous les pays pour produire des préconisations afin de faire changer les choses.

- **Sept lettres ouvertes pour l'environnement (2005-2006)**

Cette fois-ci, les jeunes se sont adressés à sept personnalités de la société : des journalistes, des chercheurs, des producteurs, des responsables de l'ONU, etc. Ils ont travaillé en commissions thématiques. Pour cet ouvrage, nous avons 3 600 participants, issus de 120 classes et de 14 pays.

- **le Rapport pour l'environnement : changeons nos habitudes au quotidien (2007-2008)**

Les jeunes ont remis ce rapport pour l'environnement aux représentants de l'UNESCO, dans le cadre de la décennie de l'ONU pour l'éducation au développement durable (2005-2015). Il comprend une première partie où les jeunes présentent leurs travaux sur le terrain, avec des exemples concrets de l'éducation à l'environnement. Il est classiquement suivi d'une partie dressant un état des lieux avec les préconisations qui correspondent. Cet ouvrage a été remis à 300 personnes environ.

### 3. Les difficultés rencontrées

Le projet a soulevé d'importantes difficultés, à commencer par celle d'animer une dynamique collective de travail à distance dans plusieurs langues, sans la moindre rencontre physique.

Nous avons conduit deux projets d'Eco-Parlements en parallèle : l'un à l'échelle européenne, l'autre au niveau national avec une vingtaine de classes d'écoles primaires. Ces dernières ont produit un *Livre blanc* pour la France. Il s'agissait d'interpeller les adultes qui ont le pouvoir de faire avancer les choses.

Pour éviter les préconisations irréalistes ou déjà réalisées, nous avons demandé aux jeunes de rencontrer les adultes pour confronter leurs demandes à la réalité.

Sur les trois parties du site internet, celle qui était dédiée à l'échange entre les classes a le moins bien fonctionné. En effet, il n'est pas commode pour les élèves de consulter internet sur leur temps scolaire. L'espace dédié à chaque classe et l'espace d'écriture pour chaque commission ont mieux fonctionné : chaque enseignant a beaucoup travaillé pour que 20 ou 30 jeunes produisent un travail cohérent.

REN a estimé que le lancement et la communication événementielle ont été démesurés, d'autant plus que les moyens ont parfois manqué en amont du projet. Cependant, ce lancement a permis de beaucoup valoriser le travail des jeunes.

REN a cherché à savoir comment les préconisations des jeunes avaient été prises en compte, et si elles l'avaient été. A ce jour, aucune réponse claire n'a été apportée à cette question, ce qui a généré de grandes frustrations dans l'équipe projet, chez les enseignants et les jeunes qui se sont impliqués dans la démarche.

### 4. L'expérimentation locale

De là est née l'idée d'ancrer notre action sur un territoire local, à l'échelle de la vie quotidienne.

En 2008, nous avons expérimenté le dispositif en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Un groupe de jeunes a travaillé sur la communication en matière d'environnement et proposé un plan de communication aux décideurs locaux, élus et techniciens des collectivités.

#### De la salle

Qui a racheté le nom de domaine du site internet du projet ?

#### Isabelle LEPEULE

Eco-Emballages a abandonné le projet parce que la dynamique arrivait à son terme, d'autant plus que la personne qui chez eux s'en occupait est partie. REN n'était pas propriétaire du nom de domaine. Nous n'avons donc rien pu faire.

#### De la salle

Quels sont les exemples concrets d'actions réalisées suite aux propositions des jeunes ?

#### Isabelle LEPEULE

Nous n'avons aucun retour à l'échelle européenne. En Provence-Alpes-Côte d'Azur, près de Toulon, le SITTOMAT<sup>19</sup> a réalisé deux actions de communication proposées par les jeunes :

- une exposition de sensibilisation au tri et à la collecte des déchets ;
- des plaquettes d'information pour renforcer le tri et la collecte des déchets en milieu scolaire.

---

<sup>19</sup> Syndicat intercommunal

Dans le Béarn, des jeunes ont proposé de réaliser eux-mêmes une vidéo en pâte à modeler pour sensibiliser d'autres jeunes. La collectivité a financé ces trois mini-clips d'animation, conçus et produits grâce à l'aide d'un professionnel, accessibles depuis le site web de la collectivité.

Sur l'ensemble des actions proposées au niveau local, à peine 15 % ont été réalisées.

### **De la salle**

Quels sont les apports des jeunes sur le contenu ? Ce projet a-t-il par exemple permis d'éduquer les jeunes à ce qu'est la vie citoyenne, la démocratie participative ou bien au rôle de la politique ?

### **Isabelle LEPEULE**

Dans un collège du Jura, des classes impliquées dans les Eco-Parlements ont étudié l'empreinte écologique de leur établissement. Ensuite, elles ont repéré les fuites d'eau et ont colmaté les brèches, puis elles ont organisé la récupération des eaux de pluie. Au Canada, les jeunes ont levé des fonds pour installer quelques panneaux solaires sur le toit de leur établissement ainsi qu'une éolienne. En Autriche, les élèves ont organisé le recyclage des téléphones mobiles, ainsi qu'un bazar écologique pour la récupération de matériaux, ou encore la fabrication de tableaux de Noël.

# Des outils et des méthodes au service de l'organisation des citoyens

---

## Table ronde 3

*Participaient à la table ronde :*

*Blandine BARREAU, chargée de mission au département Développement Durable du Centre d'Analyse Stratégique (CAS)*

*Roger LOTHON, membre du réseau de l'association TAM-TAM*

*Excusé : Jacques PICARD en mission à l'étranger à la demande de la région Ile de France*

*La table ronde était animée par Philippe MERAT, chargé de mission à Alterre Bourgogne*

### I. Nudges et développement durable

#### **Blandine BARREAU**

Nous allons nous demander quels sont les outils innovants existants pour encourager l'évolution des comportements en faveur du développement durable. Le CAS, pour lequel je travaille, est un organisme issu du Commissariat au plan. Refondé en 2006 en organisme d'expertise, de prospective et d'aide à la décision au gouvernement et au Premier Ministre, il peut également proposer ses propres sujets de recherche.

#### 1. *Pourquoi travailler sur ces thèmes ?*

En 2008-2009, Chantal Jouanno<sup>20</sup> nous a sollicité, par l'intermédiaire d'une saisine adressée à la Secrétaire d'État chargée de la prospective et du développement de l'économie numérique, pour déterminer comment encourager les Français à adopter des comportements durables. Il a fallu délimiter le champ de la recherche, qui s'étendait du simple réflexe d'éteindre la lumière en sortant d'une pièce jusqu'à la décision d'entreprendre de coûteux travaux d'isolation de son logement. En 2010, nous avons produit un premier rapport que nous avons remis au gouvernement et dans lequel figurait la notion de *nudges*, des incitations que le Royaume-Uni a notamment mises en œuvre.

Ici, je signalerais un élément de contexte : l'objectif « facteur deux » en 2050, prévoit que l'augmentation de la température moyenne à l'échelle du globe ne dépasse pas 2°C par rapport aux niveaux préindustriels ; au-delà, le changement climatique entraînerait des effets catastrophiques et irréversibles.

Jusqu'ici, les pouvoirs publics se sont ingéniés à « verdir la production ». Cela consiste essentiellement à encourager à l'éco-conception, le recyclage et les technologies vertes pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Cependant, les études montrent qu'il ne sert à rien de produire des solutions vertes tant qu'il n'y a pas de demande. Il faut avant tout que les citoyens soient disposés à consommer ces biens.

J'ajoute que selon, « l'effet rebond » les individus ont tendance à augmenter une partie de leur consommation dès qu'ils en économisent une portion. Par exemple, les constructeurs d'automobiles ont réalisé un effort exceptionnel sur l'efficacité énergétique des véhicules ces trente dernières années. Au final, les Français prennent plus leur voiture, et font plus de trajets avec, ce qui annule les gains d'émission escomptés.

---

<sup>20</sup> Alors présidente de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)



Les chercheurs anglais ont ainsi identifié un *value action gap*, à savoir le décalage entre les intentions et les actions concrètes. Si la nécessité de changer de modèle de société est bien comprise par 80 % des Français qui adhèrent aux valeurs du développement durable et se disent prêts à œuvrer pour l'environnement, seuls 4 % d'entre eux achètent des produits issus du commerce équitable ou biologiques.

Les obstacles sont de plusieurs ordres.

- **budgétaire**

Les produits biologiques sont actuellement environ 30 % plus chers que les autres.

- **comportemental**

L'inertie routinière empêche le changement. On ne change d'opérateur mobile ou de véhicule que lorsqu'on y est acculé.

- **informatif**

Tout le monde semble d'accord pour économiser de l'énergie et éviter le gaspillage. Cependant, la première réponse donnée par les consommateurs français pour y parvenir est d'éteindre les appareils électriques en veille, alors que le chauffage est de loin le premier poste énergétique d'un foyer. D'autres motifs parasites tendent à perdre les gens, comme par exemple la multiplication des labels relatifs au développement durable.

Actuellement, l'État combine une approche réglementaire et tarifaire à des campagnes d'information. Ce modèle a dans certains cas montré ses limites, et il convient de trouver des approches complémentaires.

## 2. *Que sont les nudges ?*

Les *nudges* (que l'on peut traduire par « coup de pouce ») désignent différents types d'incitations comportementales, regroupées sous ce nom par le chercheur américain Richard Thaler<sup>21</sup>. Dans son dernier ouvrage<sup>22</sup>, il défend l'idée que de petites incitations permettent de jouer sur la psychologie des gens pour les amener à changer d'attitude. Il a notamment travaillé avec les équipes de Barack Obama et de David Cameron, avec l'objectif de mettre en œuvre cette idée à l'échelle nationale.

## 3. *Comment inciter les consommateurs à changer de comportement par les nudges ?*

### a. En jouant sur leur « paresse » (inertie comportementale)

C'est ce que font les vendeurs de voyages qui proposent dans leurs factures des cases cochées par défaut pour ajouter des options et des assurances non spontanément sollicitées par le consommateur. Certains décochent ces cases, d'autres pas.

On peut donc imaginer, sur un aller/retour en avion, une offre de compensation des émissions de carbone, ou une case à cocher pour ne pas recevoir de facture en papier. Il existe des options vertueuses à créer. Dans les cantines scolaires américaines, Richard Thaler évoque un parcours qui présente les fruits et les yaourts à portée de main, tandis que les gâteaux sont relégués au fond du rayonnage, solution expérimentée par le chef Jamie Oliver.

### b. En proposant des comparaisons avec ses pairs

En Californie, la société Opower donne la consommation électrique en kilowattheures et en valeur monétaire, et situe le foyer concerné sur une échelle de consommation par rapport à des valeurs moyennes. Cet outil rencontre cependant deux limites : son efficacité n'est pas prouvée ; bien

---

<sup>21</sup> Professeur d'économie comportementale à l'université de Chicago

<sup>22</sup> Nudges, la méthode douce pour inspirer la bonne décision, Éditions Vuibert 2010

qu'Opower affiche une réduction de 10 à 30 % des consommations des foyers, il s'agit peut être d'un argument commercial. Sa pérennité est douteuse ; des études ont montré que les consommateurs ne voyaient plus les témoins de consommation installés dans leur salon après un certain temps, parfois au bout de six mois.

On peut se demander si le modèle des *nudges* est transposable au territoire français, et quelles en sont les limites. On retiendra au moins deux points :

- **l'effet boomerang**

Quand un consommateur se situe dans la fourchette haute des comportements exemplaires, il peut avoir tendance à se relâcher.

- **un effet qui dépend des publics**

Aux États-Unis, une certaine idéologie conservatrice défend le niveau de vie américain aux dépens de la lutte contre le changement climatique. Une étude de la consommation énergétique des ménages californiens a révélé que les consommateurs se situant comme conservateurs réagissent négativement à la comparaison aux pairs: ils ne souhaitent pas être rapportés à une norme. En revanche, les sympathisants démocrates sont plus favorables à ce type de mesure.

En conclusion, le CAS préconise d'expérimenter concrètement, sur le terrain, ce que coûte et ce que rapporte chaque *nudge*, mais aussi de prendre en compte les contraintes de chaque public. Il importe surtout de rester transparent en matière d'action publique. Aux Pays-Bas, par exemple, le gouvernement a d'abord tenté d'installer des compteurs d'électricité intelligents obligatoires dans tous les foyers. Certaines personnes ont fermé leur domicile à l'installation de ces compteurs et organisé un mouvement contestataire : elles trouvaient ces appareils intrusifs, puisqu'ils enregistraient des données personnelles sur leurs consommations.

### **De la salle**

Je suis étonnée qu'on parle d'obstacle aujourd'hui, alors qu'il n'y en a pas eu pour le nucléaire à l'époque où il a été décidé d'y recourir, ni pour faire porter l'effort de production sur la voiture en 1945 alors que les logements manquaient. Par ailleurs, nous attendons un plan national pour encourager la mobilité et les déplacements à vélo.

### **De la salle**

En sociologie, on dénombre plusieurs stratégies pour influencer les individus :

- des stratégies d'influence, qui sont des tentatives de séduction, en commençant par des mesures de sensibilisation jusqu'à des pressions plus importantes ;
- des stratégies d'engagement, qui s'appuient sur la signature de pétitions jusqu'à des gestes plus importants ;
- la stratégie de la conscientisation, la plus classique, utilisée depuis longtemps en dépit de ses résultats assez faibles. Elle consiste à faire prendre conscience d'une réalité.

Selon moi, la stratégie des *nudges* propose de faciliter et d'accompagner l'acquisition d'un comportement. Elle ne vise pas la conscience mais les automatismes de chacun. Elle s'appuie sur les neurosciences, pour parler aux zombies que nous sommes. Ainsi, le matin vous buvez le café en étant encore à moitié endormi mais vous ne ratez pas votre bouche avec la tasse. 90 % de nos comportements sont en fait des automatismes, comme par exemple la conduite automobile.

C'est une approche empirique, plus anglo-saxonne que française. Les Français, trop cartésiens, croient que seule la conscience est utile, alors qu'il faut utiliser l'ensemble du corps pour penser et agir.

### **De la salle**

Je vais intervenir avec le 1 % de conscience qu'il me reste. Je voudrais revenir sur une étude qui a été citée dans cette présentation. Il a été démontré que le confort humain se situe à une température

ambiante de 22°C pour un homme et de 23°C pour une femme. Ces chiffres sont ceux de tous les laboratoires qui travaillent dans la construction. Cependant, quand on prend en compte d'autres indices, comme le taux d'humidité, on peut atteindre le niveau de confort de 22°C quand il n'en fait que 19°C. Je veux dire qu'il faut avant tout respecter les êtres humains, en demande de sens. Les éléments factuels sont insuffisants ; c'est à partir des subjectivités qu'il faut travailler.

Je vais prendre un autre exemple. Quand on parle de réchauffement climatique, nul ne sait ce qui, au juste, se réchauffe. Est-ce la mer, l'air ? Comment prendre conscience d'un phénomène quand on n'a pas l'explication du phénomène lui-même ? Je veux citer un dernier exemple : nombre d'entre nous utilisent désormais des lampes à basse consommation ; on constate cependant que la consommation d'électricité augmente de 11 % par an en France.

### **Blandine BARREAU**

Il y a un temps pour tout. Dans les années 1990/2000, le problème était d'expliquer ce qu'est le développement durable. Nous étions dans le temps de la sensibilisation. Aujourd'hui, nous sommes arrivés dans le temps de l'action. Concernant l'optimisation des consommations relatives au chauffage, c'est un problème complexe, à l'échelle européenne, lié aux questions de l'isolation des logements et de la précarité.

## **II. Du conflit à la concertation**

### **Roger LOTHON**

TAM-TAM est une association qui s'est créée quand l'État a voulu installer la Bibliothèque Nationale de France (BNF) sur d'anciennes friches ferroviaires à Paris. Le projet de la ZAC Paris Rive gauche a été lancé : occupant 130 hectares, c'est le plus grand projet urbain à Paris depuis Haussmann ; commencé il y a 20 ans, celui-ci n'est toujours pas terminé. Il y avait peu d'habitants dans cette zone du treizième et ce sont les habitants frontaliers à cette zone qui se sont dans un premier temps mobilisés.

A l'époque, le projet était de traverser la gare d'Austerlitz par un important axe routier, de provoquer un important déséquilibre entre les immeubles de bureaux et les habitations et une insuffisance d'espaces verts. Le projet de Jacques Toubon<sup>23</sup> était de construire une Défense bis à l'est de Paris sur les trois quartiers de Tolbiac, Austerlitz et Masséna, qui sont les trois quartiers impliqués dans l'association et desquels elle tire son nom.

Nous avons commencé par saisir le tribunal administratif pour contester l'absence de surfaces vertes prévues dans le projet. Dans le calcul des espaces verts, la Ville avait pris en compte les bandes latérales du boulevard périphérique. Nous avons obtenu gain de cause, et le projet a été annulé par le tribunal administratif qui a demandé à la Ville de Paris de revoir sa copie.

L'association a alors demandé la publication d'un texte peu connu à l'époque, celui de la concertation pour tous les grands projets urbains. Une instance de concertation est un lieu où tous les acteurs d'un projet urbain peuvent dialoguer : habitants, élus, associations, maîtres d'œuvre, etc. Les habitants possèdent une expertise d'usage complémentaire à l'expertise technique des décideurs. Nous avons fait valoir cette notion d'expertise d'usage et la première concertation s'est mise en place.

La Ville était chargée de donner les moyens matériels et financiers de cette concertation. Plusieurs associations se sont impliquées. La mémoire industrielle et ferroviaire du lieu a été valorisée, et les piétons ont retrouvé droit de cité dans le projet. Nous avons exigé la présence de sociologues et d'anthropologues spécialisés en problématiques urbaines pour bénéficier de leur analyse, ainsi que d'un juriste pour apprécier le bon déroulement de la concertation.

---

<sup>23</sup> Alors maire du 13<sup>ème</sup> arrondissement de Paris

A la concertation, l'association a conjugué une démarche plus militante. Nous étions présents sur le terrain et nous avons organisé de nombreuses manifestations pour obtenir gain de cause.

Par la suite, l'association a été sollicitée sur le projet d'aménagement du forum des Halles. Ce projet a une dimension régionale, car six millions de personnes transitent quotidiennement sous les Halles. Bertrand Delanoë avait demandé aux Parisiens de choisir entre quelques projets d'architectes. Nous avons contesté la procédure, et entrepris une concertation beaucoup plus large.

La communication de l'association passe désormais aussi par internet, les tracts et les affiches. Nous utilisons aussi nos réseaux personnels et politiques. Nous voulons faire comprendre aux habitants que l'urbanisme n'est pas une question de spécialistes. Chacun, en vivant sur les lieux, à une connaissance juste de ce qu'on peut y faire.

Le grand débat de la concertation aujourd'hui porte sur les tours dans le secteur de Masséna. Nous voulons montrer qu'il est possible de densifier l'habitat urbain autrement qu'en construisant des tours qui posent de nombreux problèmes.

Vous trouverez la charte de la concertation publiée en 1996 en libre téléchargement sur notre site internet.

### **De la salle**

La mairie de Dijon a le souci de mener des concertations avant tout projet, comme on peut le constater avec les travaux du tramway.

### **De la salle**

Je ne suis pas d'accord. Je me demande comment contraindre une municipalité qui ne veut rien entendre à agir. Il n'est pas évident de mobiliser autour d'une cause quand on n'a pas les moyens de se faire entendre.

### **Roger LOTHON**

Je reconnais que ce n'est pas toujours facile. Il faut utiliser tous les moyens de communication. TAM-TAM a obtenu plusieurs fois gain de cause. Nous n'avons pas, en France, une culture de la concertation.

### **De la salle**

Une concertation réussie est un apprentissage. Ceux qui ont participé aux instances de concertation sont devenus un peu urbanistes eux-mêmes. Si Barack Obama a été séduit par les *nudges*, les États-Unis sont restés en dehors de la discussion à Durban. Nous conservons une vision centrée sur les comportements individuels qui s'ajoutent les uns aux autres et se cumulent. Or nous avons besoin d'une vision faite de grands récits, de rites et de routines ancrés dans une conception environnementale du monde, comme celle des Indiens.

# Les acteurs économiques investissent dans le collectif

---

## Table ronde 4

*Participaient à la table ronde :*

*Antonin LEONARD, Blogueur-innovateur consocollaborative.com*

*Sébastien ZINCK, Chef d'équipe Europe design pour l'environnement, Steelcase*

*Pierre GROSSET, PDG de Juratri SCOP SA*

### I. La consommation collaborative, vers une nouvelle économie de partage

#### **Antonin LEONARD**

Je vais essentiellement vous parler de start-up et de la manière selon laquelle Internet révolutionne actuellement la consommation, aux Etats-Unis surtout mais en France également. J'ai pour ma part suivi une formation en entrepreneuriat et innovation, focalisée sur le nouveau modèle économique permis par Internet et ai fondé le blog consocollaborative.com consacré à la consommation collaborative.

Si la défiance au sein de la société française tend à s'accroître et s'installe, notamment vis-à-vis des institutions et du politique, elle diffère selon les publics. 80 % des Français ne font plus confiance aux hommes politiques ; ils sont 70 % à ne pas faire confiance aux syndicats et 50 % à avoir confiance dans les entreprises. Sur ce dernier point, la défiance est plus marquée à l'égard des grandes banques ou des entreprises du CAC 40. Les petites entreprises et les *start-up* tirent davantage leur épingle du jeu, notamment celles qui ont développé de nouvelles manières d'interagir avec leurs clients, en particulier via les réseaux sociaux.

Dans le cadre de mon activité, je réalise de nombreuses études de consommation et interagis avec des consommateurs sur Internet, par le biais de focus groupes. Force est d'observer que des mutations de consommation sont à l'œuvre, d'une importance sans précédent, notamment sous l'effet des nouvelles technologies. La consommation collaborative en est une illustration. Il y a onze ans, Jérémy Rifkin<sup>24</sup> annonçait l'avènement d'une société dans laquelle l'idée même de propriété paraîtrait étonnamment limitée et complètement désuète et le statut social dépendrait davantage des expériences vécues et partagées au quotidien que de la propriété. Il est flagrant de constater que les nouvelles générations se construisent davantage par le partage d'informations au sein des réseaux sociaux que par la consommation ou les biens qu'elles possèdent.

D'après Wikipedia, la consommation collaborative est un mouvement de consommation qui privilégie l'usage sur la possession et qui décrit la croissance sans précédent des formes de partage, de troc, de location, d'échanges, réinventés par les nouvelles technologies et les systèmes *peer to peer*. En tant que premier acteur de la revente entre particuliers, eBay est le parrain de cette forme de consommation.

Internet permet une rencontre entre l'offre et la demande d'individus qui disposent de compétences ou de bien matériels, à une échelle sans précédent, contrairement aux Amap par exemple dont la portée reste relativement limitée.

---

<sup>24</sup> Américain, spécialiste de prospective économique et scientifique

Les services collaboratifs sont des services à fort impact social où les utilisateurs finaux sont impliqués activement et assument le rôle de co-designers et de co-constructeurs. Trois types de systèmes collaboratifs existent :

- les systèmes organisés autour de la fonctionnalité tels les dispositifs de vélos ou de voitures partagés ;
- les systèmes de redistribution qui consistent à transférer un bien d'une personne à l'autre par vente, partage ou troc ;
- les styles de vie collaboratifs tels le *couch surfing* et le *coworking*.<sup>25</sup>

Ces systèmes émergent sous l'effet des contraintes budgétaires. Ils permettent en effet d'accéder à une offre équivalente en dépensant moins d'argent. Ils répondent en outre à des préoccupations environnementales et permettent de développer le lien social, dans la mesure où partager signifie également se rencontrer. Ces sites sont des *Meetic*<sup>26</sup> de la consommation. De nombreuses personnes préfèrent sans doute user d'un prétexte à la rencontre plutôt que de se rendre sur un site spécifiquement dédié à cette fin. Enfin, la technologie *peer to peer*<sup>27</sup> a permis l'émergence de ces pratiques.

Plusieurs principes régissent ces systèmes : une masse critique, l'optimisation des ressources, la confiance entre inconnus. Sur ce dernier point, des systèmes de réputation sont utilisés pour générer la confiance.

A titre d'exemple dans le secteur automobile, huit *start-up* se sont lancées dans la location de voitures entre particuliers – un concept ayant du sens à la fois en termes de business et de préoccupations environnementales. De nombreuses *start-up* sont américaines. Certaines couvrent l'achat de plats cuisinés par les voisins, la location de lits chez l'habitant, ou encore le domaine de la finance collaborative avec, en perspective, le prêt bancaire entre particuliers.

D'autres exemples :

- AIRBNB propose 100 000 espaces à louer chez des particuliers dans 19 000 villes et 192 pays. Cette *start-up* a réalisé une levée de fonds de 110 millions de dollars et est estimée à plus d'un milliard de dollars, ce qui n'est d'ailleurs pas sans susciter des interrogations compte tenu des transferts de pouvoirs qui sont à l'œuvre, entre le domaine public et le privé. Mon sentiment est que les entreprises comme Facebook, Google ou AIRBNB ne sont rien sans leurs clients ; elles leur sont donc redevables ; elles les écoutent au quotidien – autant d'éléments qui génèrent la confiance.
- Covoiturage.fr compte 1 500 000 inscrits et 75 000 nouveaux inscrits chaque mois. Ce site devient la référence, ce qui lui permet de disposer d'une masse critique et de rendre le service de plus en plus pratique pour les internautes.
- Laruchequiditoui.fr propose quant à elle un modèle d'achats groupés dont l'impact social est intéressant. Les consommateurs s'y regroupent pour s'adresser directement aux producteurs. 200 communautés sont en construction. 60 livraisons ont déjà été effectuées.

Enfin, depuis quelques mois, les médias font preuve d'un intérêt grandissant pour ces sujets.

---

<sup>25</sup> Couch-surfing : hébergement de personnes à titre gratuit (chez soi) ; coworking : espace de travail partagé

<sup>26</sup> Leader européen de la rencontre en ligne

<sup>27</sup> Type de connexion qui permet à des millions d'internautes affiliés à un réseau de partager leurs fichiers stockés sur le disque dur de leur machine



**De la salle**

Ce matin, Pierre Grison a évoqué les enquêtes menées dans la région de Nantes qui révélaient l'importance des valeurs de la famille. Ce nouveau mode de consommation ne risque-t-il pas de mettre les notions de communauté familiale à mal ?

**Antonin LEONARD**

Ces sites sont pour certains marchands, d'autres non. Il ne s'agit parfois que de plateformes utilisées au niveau local par des communautés. Or force est d'observer que la solidarité qui était jusque-là l'apanage de la famille s'étend peu à peu à d'autres communautés créées sur Internet. Je ne suis par ailleurs pas certain qu'Internet s'oppose au maintien de la solidarité familiale. Internet n'est qu'un outil, qui peut être utilisé à bon ou mauvais escient.

**De la salle**

La question de la confiance me semble particulièrement intéressante en ce sens qu'elle est internalisée et ne résulte pas d'un label.

**Antonin LEONARD**

La confiance s'instaure avec la personne avec qui s'effectue la transaction même si l'auteur du système joue un rôle très important puisqu'il gère lui-même les systèmes de réputation. Sur eBay, il n'est plus possible de laisser des références négatives, ce qui pose évidemment question. Avec la communauté que j'ai créée à Paris, nous réfléchissons à ces questions. Une entité de contrôle du mode de gestion de ces systèmes de réputation pourrait paraître opportune.

**Perrine MOULINIER, ingénieur de recherche en sciences humaines**

La masse critique m'évoque la théorie du 100<sup>ème</sup> singe, soit 10 % d'une population donnée. *Quid* du lien entre ces communautés virtuelles – qui ne génèrent pas forcément de sentiment d'appartenance communautaire, ce qui définit pourtant la réalité d'un groupe – et les groupes réels ? Cette question renvoie à celle de la confiance, cette dernière résultant des actes d'un individu.

**Antonin LEONARD**

La collaboration au sein de ces différents groupes est très ponctuelle puisqu'elle ne dure que le temps de la consommation. Mais les entrepreneurs à l'origine du service s'emploient à générer une identité au sein de leur communauté. Zypcar par exemple – entreprise d'autopartage leader sur le marché mondial – essaie de générer le sentiment d'appartenance auprès de ses utilisateurs appelés les Zypster. Ces sites organisent par ailleurs de véritables événements pour construire ces communautés qui échangent et finissent par faire le constat de points communs, au-delà de l'échange ponctuel.

Quant à la masse critique, je l'entends d'un point de vue économique. Elle correspond pour moi à un équilibre offre - demande sur un espace local très limité.

## II. Le cluster d'entreprises CREER : partage d'expériences et amélioration des démarches d'innovation environnementale

**Sébastien ZINCK**

Le cluster CREER est basé sur le partage d'expériences industrielles afin d'améliorer les démarches d'innovation expérimentale.

Steelcase est un groupe américain n°1 mondial du mobilier de bureau et de l'aménagement d'espaces tertiaires. Le Groupe est venu à l'éco-conception en réfléchissant au cycle de vie du produit et a développé une plateforme sur trois axes :

- la toxicité des substances ;
- l'analyse du cycle de vie : mesurer l'impact environnemental afin d'améliorer la performance environnementale du produit ;
- le recyclage et la réutilisation : créer les conditions nécessaires pour une seconde vie.

Ces démarches d'éco-conception sont relativement complexes et évoluent en permanence. Steelcase a donc cherché à s'associer à d'autres entreprises pour mutualiser les connaissances et favoriser le partage de compétences. C'est ainsi que le cluster CREER a été mis en place, basé sur un modèle de coopération et de partage de connaissances.

CREER est un réseau de praticiens de qualité dans le domaine de l'éco-conception et du recyclage qui réunit des PME, des PMI, des grands groupes, des centres de recherche et des universités, soit 60 membres environ. Les experts échangent sur leurs retours d'expérience en termes d'éco-conception et de recyclage, dans l'objectif de mutualiser la recherche industrielle *via* des projets collaboratifs. L'enjeu consiste à créer des consortiums pour monter des projets de recherche. L'objectif est également de pouvoir organiser une veille technologique, réglementaire et de marché par rapport à l'éco-conception et au recyclage. Enfin, l'expérience a montré que le partage de l'information au sein du cluster permettait aux PME-PMI de progresser dans le domaine de l'éco-conception.

Le Conseil d'administration rassemble dix acteurs dont Steelcase, le Cetim, Ecomundo, Hager, l'université des Arts et métiers, Renault ou encore Veolia Environnement. Diverses entreprises y adhèrent, issues de différents secteurs. CREER dispose de relais régionaux tels le pôle éco-industrie en Poitou-Charentes mais également à l'étranger. Les projets collaboratifs constituent le fil conducteur de CREER ; l'objectif consiste généralement à développer un point de vue, voire dans certains cas, à structurer une plateforme, et ce, parfois *via* le financement de l'Ademe ou de certaines régions. Les premiers projets se sont développés en 2007, sur les matériaux recyclés et le recyclage, et ont été autant d'enrichissement pour les membres.

Depuis, d'autres projets ont été mis en œuvre. ODEFIRE par exemple consiste à mettre en place un observatoire du recyclage en France chargé de dresser un panorama des filières, process de recyclage et produits recyclés disponibles sur le marché. Un guide est en cours de rédaction sur l'analyse du cycle de vie, dont l'objectif est de donner un point de vue orienté « industriels » sur cette expertise. D'autres groupes de travail ont été constitués pour travailler sur les composés organiques volatils (COV) ou sur la directive REACH<sup>28</sup>. De nouveaux projets sont en cours de montage, sur l'étiquetage environnemental, les écolabels ou encore l'éco-conception collaborative.

En matière de veille technologique et réglementaire, la plateforme P2I – d'information intelligente - financée par l'Ademe et la région Alsace a été mise en place en 2011. Nous avons en effet constaté que l'environnement était de plus en plus présent dans l'entreprise mais que l'information n'était pas organisée. L'enjeu consistait donc à développer un système permettant aux entreprises de mieux comprendre les normes, la réglementation et les demandes des clients par rapport à l'environnement grâce à une gestion rapide de l'information, afin de leur permettre d'être plus convaincantes quant à leur stratégie, leur communication externe et leur démarche commerciale. Nous avons donc souhaité mettre en place un système de tri de l'information disponible sur Internet en fonction de critères, de thématiques, définis par des industriels eux-mêmes ; le paramétrage est personnalisable par thèmes clés et permet d'obtenir des informations répertoriées et classées.

Pour finir, le cluster dispose d'un site Internet précisant le fonctionnement du réseau et ses membres. Un espace Intranet permet à ces derniers d'échanger sur les projets en cours et d'accéder à toute l'information disponible.

## Pierre GRISON

Quel est le nombre de sollicitations de votre système ?

---

<sup>28</sup> Cadre réglementaire de gestion des substances chimiques

**Sébastien ZINCK**

Nous sommes passés de 10-15 membres au départ à 60 à ce jour. 50 personnes adhèrent à la plateforme.

**Cécile COLSON, ADEME**

Quel est l'avantage de ce réseau ? En effet, les entreprises sont sollicitées par différents clubs et ne sont pas facilement mobilisables. Ce créneau apporte-t-il une nouveauté telle que les entreprises y adhèrent ?

**Sébastien ZINCK**

Les réseaux sont en effet en développement. La valeur ajoutée de CREER tient à la réflexion des acteurs engagés sur l'éco-conception depuis plusieurs années et à la mutualisation concrète des connaissances sur les projets.

**De la salle**

Comment impliquez-vous les TPE-PME qui ne disposent pas forcément de ressources pour participer à ces réseaux et qui vivent souvent le développement durable comme une contrainte supplémentaire exigée de leurs donneurs d'ordre ?

**Sébastien ZINCK**

Tel est le sujet de l'un de nos projets en cours. Au départ, une seule PME adhérait au réseau. La situation a évolué grâce aux centres techniques relais qui distillent l'information dans les PME. Mais nous réfléchissons encore à la manière de les associer davantage.

**Nadège AUSTIN, directrice d'alterre bourgogne**

Comment le cluster CREER se positionne-t-il au regard de la compétition qui peut opposer les structures, notamment les grands groupes et les PME ?

**Sébastien ZINCK**

Au vu des adhérents actuels, nous n'avons que peu rencontré ce problème. Lorsque nous y avons été confrontés, le premier des deux industriels qui se manifestait pour intégrer le projet était le seul à pouvoir y accéder. En effet, nous ne pouvions pas nous permettre d'accueillir deux concurrents au sein d'un même groupe de travail. Mais cette situation ne s'est présentée qu'à deux ou trois reprises.

### III. Gouvernance participative, insertion par l'activité économique et développement durable

**Pierre GROSSET**

Mon intervention vise essentiellement à traiter de la gouvernance participative au sein d'une entreprise, c'est-à-dire de prises de décision communes.

Juratri a été créée en 1993 autour d'une triple innovation d'éco-quartier, environnementale et sociale et intervient dans le domaine du tri ; elle constitue l'une des premières entreprises d'insertion. Située à Lons-le-Saunier dans un milieu semi-rural, l'entreprise est en croissance constante. En 2011, le chiffre d'affaires atteint 6 millions d'euros pour 130 salariés, dont 50 % en insertion. 7 % de la masse salariale est investi dans la formation professionnelle. Enfin, 50 % des salariés en insertion quittent Juratri pour un emploi ou une formation qualifiante.

Le changement de gouvernance est intervenu en 2006 suite au retrait de l'actionnaire majoritaire. Et pour conserver leur outil de travail, des salariés ont proposé la reprise de la structure en SCOP. De

14 associés au départ, la SCOP en compte aujourd'hui 33. Son fonctionnement repose sur une assemblée générale et un conseil d'administration qui élit son PDG. Il faut savoir que la France compte 2 000 SCOP et 40 000 salariés. 200 nouvelles SCOP sont créées chaque année. 60 sont recensées en Bourgogne ; 20 environ en Franche-Comté. Les valeurs, la stratégie et la transmission sont autant de choses partagées au sein de la SCOP.

Juratri est donc une entreprise d'insertion. Tous les salariés sont employés à taux plein et tous bénéficient des mêmes droits que les permanents – une convention collective, un salaire minimum supérieur de 8 % au SMIC, un treizième mois et la participation aux bénéfices. Ils bénéficient également d'un véritable cadre de travail, de droits, et d'obligations, sur la base que nul n'est *a priori* inemployable. Enfin, chaque fois qu'un poste est créé en insertion, un poste est créé en CDI.

Juratri est positionnée sur le secteur des déchets. La structure existe depuis 1993 et est issue d'une association qui travaillait déjà, en 1978, sur le secteur du déchet et de la récupération dans une petite ville du Jura de 5 000 habitants. L'Entreprise bénéficie d'une dynamique partenariale et applique par ailleurs une politique engagée. Les locaux ont par exemple été refaits avec des matériaux écologiques. Nous croyons à l'importance des réseaux, celui des entreprises d'insertion, des SCOP mais surtout du mouvement de l'entrepreneuriat social, qui montre que ce ne n'est pas le statut qui fait la gouvernance mais que la gouvernance dépend des hommes.

Au sein de la SCOP, plus les avis sont partagés plus la structure peut avancer. La démocratie peut parfois apparaître comme un frein. En effet, il est souvent plus facile d'avancer seul. Mais le partage oblige à expliquer et à démystifier la gestion, afin de pouvoir effectuer des choix collectifs. Aujourd'hui, nous réfléchissons à la diversification et à l'extension géographique pour créer de l'emploi, accueillir des personnes en difficulté et permettre la promotion des salariés dans l'Entreprise.

### **Pierre GRISON**

Cette entreprise semble très ancrée dans son territoire, auprès d'un public sans doute parfois difficile auquel vous savez redonner confiance pour en obtenir le meilleur. Nous ne pouvons que vous en féliciter.

### **Pierre GROSSET**

Je tiens à préciser que nous n'avons pas créé cette structure pour faire du social mais pour défendre nos valeurs et la volonté de créer nos propres emplois. Au sein de la SCOP, nous défendons nos emplois.

### **De la salle**

Pourriez-vous détailler le fonctionnement de la SCOP ?

### **Pierre GROSSET**

Les SCOP ne fonctionnent pas toutes de la même manière. Dans certaines, le salarié est obligatoirement associé. Dans notre cas et sachant que nous reprenions une structure existante, nous avons souhaité que l'association soit accessible à tous et la part a été fixée à 50 euros. Une part suffit pour devenir associé et le nombre de parts par personne est limité à 35 parts. Tous les associés peuvent assister et voter en conseil d'administration, à raison d'une voix par homme. En revanche, les individus en contrat d'insertion ne sont pas associés puisque leur contrat n'est que de deux ans. Mais certains sont, à cette issue, intégrés en tant qu'associés.

### **De la salle**

Dans le marché concurrentiel du tri, votre statut et vos valeurs pèsent-ils dans la négociation avec les collectivités territoriales face aux gros groupes ?

**Pierre GROSSET**

Historiquement, la SARL associait les grands industriels, dans une logique complémentaire. Lorsque nous avons évolué en SCOP, deux associés sont restés associés extérieurs, ce qui est le cas du Groupe Suez. Il s'agit – je pense – d'un cas unique en France.

Nous avons par ailleurs anticipé l'avenir dès 2002 et étions le seul acteur du secteur à bénéficier de la qualification « site environnemental » pour le traitement des déchets électriques et électroniques. Nous sommes aujourd'hui toujours les seuls à répondre aux appels d'offres et sous-traitons le transport à Suez. Toutefois, dès lors que le Groupe voudra prendre le marché, il n'aura aucune difficulté à le faire compte tenu de leurs faibles coûts de structure au regard des nôtres. Mais la SCOP est par ailleurs devenue un acteur du développement local. La municipalité de Lons-le-Saunier verrait sans doute d'un très mauvais œil qu'un grand groupe cherche à s'emparer de ce marché. De même, nous ne ferions pas l'inverse. Il convient également de préciser que nos associés extérieurs assistent à notre assemblée générale.

En conclusion, nous souhaitons simplement montrer qu'un autre mode de gestion est possible.

**Pierre GRISON**

Je remercie l'ensemble des intervenants pour leur participation à cette journée de travaux.

## Remerciements

---

Alterre Bourgogne remercie particulièrement les intervenants de cette journée, ses partenaires ainsi que tous ceux qui ont contribué à sa préparation et à sa réalisation.

Alterre Bourgogne remercie notamment le Conseil régional de Bourgogne, la DREAL, l'ADEME, l'Union européenne et le Grand Dijon qui en ont co-financé l'organisation, ainsi que AgroSup Dijon qui nous a accueilli dans ses locaux.



## Personnes inscrites

---

Madame Leïa ABITBOL, EMLYON Business School  
Madame Marie ACAR, GIP FCIP de Bourgogne  
Madame Marie ALISON, Association Itinéraires Singuliers  
Mademoiselle Fanny ALIVON, Université de Bourgogne  
Monsieur Adrien ARRIVAUT, Pays Bourgogne Nivernaise  
Madame Cécile ARTALE, Pirouette Cacahuete  
Monsieur Maurice BARBET  
Madame Isabelle BARNIER, consultante  
Madame Elizabeth BAUSSANT, Valorisation des Actions de Recherches Nivernaises sur l'Environnement  
Monsieur Jérémy BAZIN, Association Nâlanda  
Monsieur Mehdi BEAUXIS-AUSSALET, GIP FCIP de Bourgogne  
Madame Julie BEAUXIS-AUSSALET, GIP FCIP de Bourgogne  
Monsieur Roland BELLEVRAT, Office Public Aménagement Construction Saône et Loire  
Monsieur François BELLOUARD, DREAL de Bourgogne  
Madame Manuella BELLOUARD, DREAL de Bourgogne  
Madame Sylvie BELTRAMI, ADENY - Association de Défense de l'Environnement et de la Nature de l'Yonne  
Monsieur Florent BERSON, GIE Ecolog Développement  
Monsieur Vianney BERTAUD DU CHAZAUD, Université de Bourgogne  
Monsieur Philippe BERTHAUT, Maison familiale rurale de Quétigny  
Monsieur Philippe BERTIN, CAP INGENIERIES  
Madame Marion BERTIN SIHR, Office Départemental Coopération Ecole  
Monsieur Jacques BESOZZI,  
Monsieur Dominique BESSET, VNF - Direction interrégionale Saône-Rhône-Méditerranée  
Monsieur Roger BESSIS, Association La Maille Côte d'Orient  
Madame Elodie BIDAULT, Fédération Régionale des Travaux Publics  
Monsieur Louis BIGNAND, Terre de liens  
Madame Véronique BLANCHARD, Ville de Clamecy  
Monsieur Laurent BOITEUX, AJENA  
Monsieur Maurice BOLLARD, Conseil économique, social et environnemental régional  
Monsieur Hervé BONNAVAUD, Conseil économique, social et environnemental régional  
Monsieur Léo BONNIN, GreenBox  
Mademoiselle Nacéra BOUDJELLABA, Université de Bourgogne  
Monsieur Emmanuel BOUILLIN, SEMAAD-Société d'Economie Mixte d'Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise  
Madame Caroline BOULLOT,  
Madame Carole BOURBASQUET, Maison de l'Emploi et de la Formation du Bassin Dijonnais  
Monsieur Arnaud BOURDOIS, DREAL de Franche-Comté  
Madame Agnès BOURNIGAULT, Institut pour une meilleure connaissance de l'histoire urbaine et des villes  
Madame Marlène BOYER, Prévention spécialisée  
Monsieur Thierry BROSSIER, EDF en Bourgogne  
Monsieur Didier BRUET, Maison du développement durable  
Madame Céline BUCHE, Chambre régionale d'agriculture de Bourgogne  
Monsieur Arnaud BURELLE, PEP Formation 21  
Madame Anne CADORET, Université de Bourgogne  
Madame Chantal CALLIER-BENEST, DREAL de Franche-Comté  
Madame Jo-Ann CAMPION, Ville de Dijon  
Monsieur Claude CAMUS, Jura Nature Environnement  
Madame Claire CARDINAL, SINEO

Madame Josiane CARON, Comité de liaison des associations de protection de l'environnement et de la nature en Côte-d'Or  
Monsieur Philippe CARRION, Association des Jardiniers de Quétigny  
Monsieur Bastien CHAGNARD, Université de Bourgogne  
Madame Christelle CHANOINE, Fédération départementale d'électricité de l'Yonne  
Monsieur Jean François CHAPELLE, Confédération paysanne  
Madame Chantal CHARONNAT, DDT de l'Yonne  
Monsieur Alain CHASSEUIL, Valorisation des Actions de Recherches Nivernaises sur l'Environnement  
Monsieur Didier CHÂTEAU, Ademe  
Monsieur Lionel CHENARD, GrDF  
Monsieur Pacôme CLEMENCET, Association des jardins familiaux  
Monsieur Fabrice CLERC, Cosiris - l'envol  
Madame Hélène COCHE, AgroSup Dijon  
Madame Oanez CODET-HACHE, Ville de Dijon  
Madame Cécile COLSON, ADEME Bourgogne  
Monsieur Rémy COMBERNOUX, EDF Collectivités  
Monsieur Sylvain COMPAROT, Université de Bourgogne  
Madame Nathalie COUDRET, DREAL de Bourgogne  
Monsieur Jean-Paul COUILLAUT, ADENY - Association de Défense de l'Environnement et de la Nature de l'Yonne  
Madame Hélène COURTOT, Saint-Apollinaire Environnement  
Monsieur Guy CROUIGNEAU, Communauté de Communes Loire et Nohain  
Madame Françoise DAUVERGNE, Consultante marketing et communication  
Monsieur François DECUP, Commune de Brochon  
Monsieur Alain DEGOUTTE, DDT de Saône-et-Loire  
Monsieur Philippe DELVALEE, IUFM  
Mademoiselle Claire DEMAY, Université de Bourgogne  
Monsieur Pierre DENUIT, DDT de Côte-d'Or  
Madame Alice DESPINOY,  
Monsieur Patrice DESSALUT, Communauté de Communes du Val de Loire  
Monsieur Philippe DEVIS, Bureau d'étude  
Madame Marie-Françoise DODET, Ville de Dijon  
Monsieur Philippe DODET, EDUCAGRI Editions  
Monsieur Hugues DOLLAT, DREAL de Bourgogne  
Monsieur Sylvestre DUCAROY, DDT de Saône-et-Loire  
Monsieur Yann DUFOUR, DREAL de Bourgogne  
Mademoiselle Louise DUFRESNE, Université de Bourgogne  
Monsieur Jean-François DUGOURD, Association T.R.I.  
Monsieur Franck DUMAITRE, ADEME Bourgogne  
Madame Murielle DUMONT, DDT de Côte-d'Or  
Madame Alix DUMONT SAINT PRIEST, DREAL de Bourgogne  
Monsieur Jean DUPRAZ, La galette solidaire  
Monsieur Pierre DURAND, IUFM  
Monsieur Paul-Henri DURAND, Université de Bourgogne  
Madame Hélène DUROY, Bourgogne Innovation  
Madame Françoise DUSSET, Communauté de communes de la Vallée de l'Ouche  
Monsieur Denis DUVEAU, Fédération des Négociants Eleveurs de Grande Bourgogne  
Monsieur Justin EMERY, Université de Bourgogne  
Monsieur Daniel EVEILLEAU, Conseil économique, social et environnemental régional  
Madame Laurence FERMONT, Slow Food Côte d'Or  
Madame Marion FIRMIN, Collège Félix Tisserand  
Madame Pascaline FISCH, SICECO-Syndicat intercommunal d'électricité de Côte-d'Or  
Monsieur Sébastien FLON, Bourgogne Bâtiment Durable  
Monsieur Anthony FRISON, CA Bourges Plus  
Madame Sindie FROMENT, DDT de Saône-et-Loire

Monsieur Batiste FROMENTIN, Université de Bourgogne  
Docteur Olivier GALIBERT, Maison des sciences de l'homme  
Monsieur Florent GALLET, Université de Bourgogne  
Madame Monique GAURIAT,  
Monsieur Jean-Pierre GAUTHEREAU, Commune de RAVIERES  
Monsieur Roland GAUTHIER, URAF Bourgogne  
Monsieur Vincent GAY, Lycée privé Les Arcades  
Madame Claudine GELION, CPIE de la Vallée de l'Ognon  
Mademoiselle Marion GIRARD, Université de Bourgogne  
Monsieur Jacques GORLIER, Bibracte EPCC  
Mademoiselle Dominique GOURIE, Ecole maternelle et primaire privée Alix Providence - Groupe Colysé  
Madame Laetitia GRANDJEAN, Prévention spécialisée  
Monsieur Thierry GROSJEAN, CAPEN 71 - Confédération des associations de protection de l'environnement et de la nature  
Madame Maud GRUFFAT, ETHICOFIL  
Madame Brigitte GUEGAN, Académie de la Nièvre  
Monsieur Jean-Marie GUENAT, Graines d'espoir  
Monsieur Pierre GUILLE, UFC Que choisir de Bourgogne  
Madame Michèle GUSCHEMANN, DDT de Côte-d'Or  
Madame Fabienne HEBRARD, DREAL de Bourgogne  
Monsieur Gérard HENNOQUE, DDT de l'Yonne  
Madame Catherine HERVIEU, Communauté d'Agglomération du Grand Dijon  
Monsieur André HILAND, UFC Que choisir de Bourgogne  
Monsieur Frédéric JAN, ADEME Bourgogne  
Madame Alice JANNET, Association Arborescence  
Madame Laurence JEANGUYOT, Ets Roger Martin  
Monsieur Bruno JEAN-NOEL, SEPCO Coopérative INVIVO  
Madame Pascale JEUNET, Suntec Industries France S.A.S  
Madame Sophie JOLIVET, Muséum d'Histoire Naturelle Dijon  
Monsieur Denis JUHE, Confédération des Groupements des Agrobiologistes de Bourgogne  
Monsieur Djamel KENAI, Université de Bourgogne  
Monsieur Bel Hassan KHARRAT, Patriarche Kriter  
Monsieur Alain KIEBER, Transition21  
Madame Sophie KOENIG, Ville de Dijon  
Madame Sylvie KOVAC, Communauté de Communes des Vaux d'Yonne  
Madame Elisabeth KREMPP, Green key conseil  
Monsieur Benoît KUBIAK, Association Avenir Climat  
Madame Annie LABAT-GEST,  
Madame Marie LABBE, PYXAIR  
Madame Anne-Marie LABOUREAU, Centre Social et Culturel Léo Lagrange  
Monsieur Roland LABREGERE, AgroSup Dijon  
Madame Sylvie LACASSAGNE, Energie-Cités  
Monsieur Marc LAJOUX, Caisse d'épargne de Bourgogne  
Monsieur Benoît LALIRE, OPAC de Côte-d'Or  
Monsieur Claude LAMBERT,  
Monsieur Bruno LAPETITE, Bien vivre au coeur des trois rivières  
Monsieur Dany LAPOSTOLLE, Université de Bourgogne  
Monsieur Lucien LAQUIT, La Nouvelle Economie Fraternelle (NEF)  
Madame Isabelle LARDON, Association négaWatt  
Monsieur Valentin LASSAUZAIS, Pays Bourgogne Nivernaise  
Monsieur Gonzague LAURENT, Bourgogne Active  
Monsieur Régis LE CORRE, Pays du Tonnerrois (syndicat mixte)  
Monsieur André LESEIGNEUR, AgroSup Dijon  
Mademoiselle Bérénice LEVASSEUR, Université de Bourgogne  
Monsieur Jean-Luc LHERAUD, Université de Bourgogne

Madame Claire LIGER DOLY,  
Monsieur Jean-Pierre LONCHAMP, Chevigny Environnement  
Monsieur Davy LORANS, Université de Lyon  
Monsieur Antonin MADELINE, Bourgogne Bâtiment Durable  
Monsieur Benjamin MAGNEN, Mouves Bourgogne  
Monsieur Jérôme MARION, Université de Bourgogne  
Madame Carole MARION, Maison Nationale Eau et Pêche  
Monsieur Thomas MARSHALL, Association Appel pour une Insurrection des Consciences  
Mademoiselle Alice MARTIN, Veille au grain - Bourgogne  
Monsieur Henri MARTIN, Bourgogne Energies Renouvelables  
Monsieur Vincent MAURO, Université de Bourgogne  
Monsieur Michel MAYA, Commune de Tramayes  
Monsieur Claude MENNELLA, GDF Suez  
Madame Mélanie MEUNIER, Ingenieur Environnement  
Madame Marie MICHEL, Auxilia  
Mademoiselle Delphine MIROY, Bourgogne Energies Renouvelables  
Madame Magalie MOLLARD, GIS AGRALÉ  
Madame Aline MORANCHO, Caisse des Dépôts et Consignations-Bourgogne  
Monsieur Kévin MOREAU, Université de Bourgogne  
Monsieur Bastien MOREL, Université de Bourgogne  
Mademoiselle Rolande MORET, Quétigny Environnement  
Mademoiselle Gaella MOROT, Université de Bourgogne  
Monsieur Philippe MOUGEL, Université de Bourgogne  
Madame Perrine MOULINIE-HUMBERT, ELITHIS - Tour Elithis  
Mademoiselle Céline MOUNIE, Université de Bourgogne  
Madame Francine MULOT, Quétigny Environnement  
Madame Céline NOEL, La bécane à Jules  
Monsieur Sébastien NORMAND, APICALS  
Madame Christine NOTTE, AgroSup Dijon  
Monsieur Jean-Claude NOUALLET, Pays Autunois Morvan (Syndicat mixte)  
Madame Marie-Odile NOUVELOT-GUEROULT, AgroSup Dijon  
Monsieur Jean-Michel OLIVIER, Compagnie des commissaires enquêteurs de Bourgogne  
Madame Séverine OPSOMER, Beaujolais Bleu EURL  
Mademoiselle Fanny OTTAN, Communauté de communes de l'Autunois  
Madame Samia OUERTANI, Université de Bourgogne  
Madame Annie PAULIN, Lycée privé Les Arcades  
Monsieur Dominique PAUTHEX, Synergence  
Monsieur Michel PERREAU, Connaissance de la santé  
Madame Sylvie PERREAU, Chambre de commerce et d'industrie d'Ecuisses  
Madame Sandrine PETIT, INRA Dijon  
Monsieur Roland PHILLOT, Ligue de l'enseignement 21 - Fédération des oeuvres laïques  
Madame Nathalie PINAULT, Conseil Général de la Nièvre  
Madame Blandine PONDICQ, Centre de formation des apprentis Olivier de Serres  
Monsieur François PONTAILLER, Association Itinéraires Singuliers  
Monsieur Philippe PRUDHOMME, DREAL de Bourgogne  
Professeur Bachir RAISSOUNI, Alliance Française de Bourgogne  
Madame Madeleine RATHEAU, DREAL de Bourgogne  
Monsieur Jean-Yves RENARD, Comité départemental de spéléologie de la Côte-d'Or  
Monsieur Francis ROBITAILLE, Comité de liaison des associations de protection de l'environnement et de la nature en Côte-d'Or  
Monsieur Jacky ROCHE, DDT de Côte-d'Or  
Mademoiselle Dorothée ROCHET, Association Arborescence  
Madame Agnès RONDARD, ADEME Bourgogne  
Monsieur Roger ROUSSEL, RGF CONSEILS  
Madame Anne SAVIGNON, SIEEEN - Syndicat Intercommunal d'Energies, d'Equipement et d'Environnement de la Nièvre

Madame Fabienne SERIGNAC, Bourgogne Energies Renouvelables  
Monsieur Simon SEVRETTE, Université de Bourgogne  
Madame Martine SFEIR, ADEME Bourgogne  
Monsieur Daniel SIRUGUE, Parc Naturel Régional du Morvan  
Madame Nathalie SORITA, IRTESS  
Madame Corinne STEWART, AgroSup Dijon  
Madame Sandrine STOLZ, OPAC de Côte-d'Or  
Monsieur Abdoulaye SYLLA, Université de Bourgogne  
Monsieur Mael SZABELSKI, Université de Bourgogne  
Monsieur Pierre TERRIER, Bourgogne Bâtiment Durable  
Monsieur Denis THEVENIN, Centre départemental de la Météorologie de Côte-d'Or  
Monsieur Daniel THOUET, Association des jardins familiaux  
Monsieur Nicolas THOUVENOT, Université de Bourgogne  
Madame Pauline TILLOL, Alp développement QSE  
Monsieur Clément TISSIER, Ligue de l'enseignement 21 - Fédération des oeuvres laïques  
Madame Angélique TORRES, Transition21  
Madame Marie-Anne TORRES, Conseil régional de Bourgogne  
Monsieur Laurent TOURAINE, Université de Bourgogne  
Madame Colette VALLEE, Autun Morvan Ecologie  
Monsieur Jérôme VANNIER,  
Monsieur Fatih VAROL, Université de Bourgogne  
Madame Véronique VERMEIRE, Ligue pour la Protection des Oiseaux de Côte d'Or  
Monsieur Bernard VERSET, DDT de Côte-d'Or  
Madame Anne-Sophie VIAUX, CFPPA Quetigny - Plombières-lès-Dijon  
Madame Marie-Josée VOIRIN, Association des jardins familiaux  
Monsieur Grégoire VOISIN, Valorisation des Actions de Recherches Nivernaises sur l'Environnement  
Madame Anne VOLATIER, Communauté d'Agglomération du Grand Dijon  
Monsieur Antoine WEROCHOWSKI, Conseil régional de Bourgogne  
Monsieur Jean-Marc ZAMBOTTO, Bourgogne Energies Renouvelables  
Madame Rime Yasmina ZNIBER, Université de Toulouse